

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

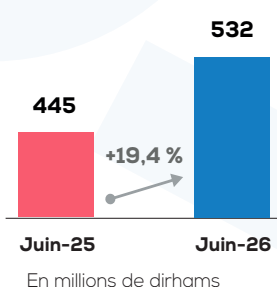
 JUIN
2026

COMMUNIQUÉ FINANCIER RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2026

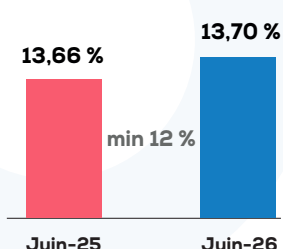
CRÉDIT DU MAROC POURSUIT SA TRAJECTOIRE DE CROISSANCE ET RENFORCE SES PERFORMANCES FINANCIÈRES

Le Conseil de Surveillance de Crédit du Maroc s'est réuni le 27 juillet 2026, sous la présidence de Monsieur Mohamed Hassan BENSALAH, pour examiner l'activité et les comptes arrêtés au 30 juin 2026.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



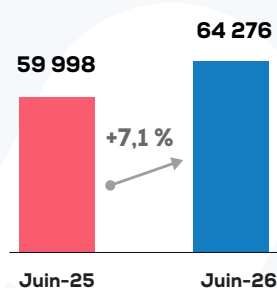
RATIO DE SOLVABILITÉ



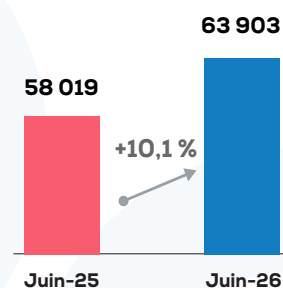
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ BÉNÉFICIAIRE +19,4 %

Grâce à la croissance soutenue de l'activité commerciale, à la maîtrise des charges d'exploitation et à la gestion rigoureuse des risques, le résultat net part du groupe Crédit du Maroc a atteint 532 MDH, en hausse de 19,4 % par rapport au premier semestre 2025.

ENCOURS CRÉDITS



ENCOURS RESSOURCES BILAN



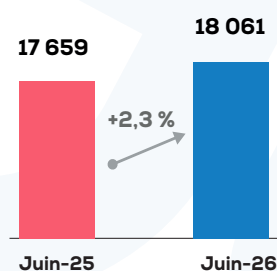
ACCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ DES CRÉDITS +7,1 %

Crédit du Maroc poursuit le développement de son activité de crédit, avec un encours en progression de 7,1 % sur les douze derniers mois, s'établissant à 64 276 MDH à fin juin 2026.

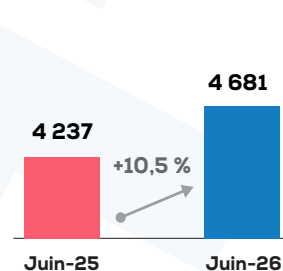
Les financements aux entreprises enregistrent une hausse notable de 12,7 % atteignant 41 069 MDH, portée par le dynamisme du crédit-bail (+34,8 %), des crédits à l'équipement (+24,9 %) et des crédits à la promotion immobilière (+15,8 %).

Les crédits aux ménages affichent, quant à eux, une croissance de 3,9 %, à 22 742 MDH, bénéficiant d'une dynamique commerciale favorable sur les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat qui ont respectivement évolué de 10,5 % et de 2,3 %.

CRÉDITS HABITAT



CRÉDIT À LA CONSOMMATION

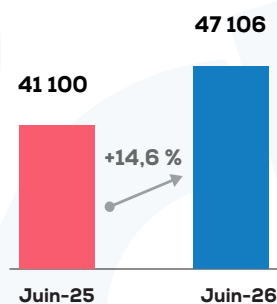


PERFORMANCE CONFIRMÉE DES DÉPÔTS À LA CLIENTÈLE +10,1 %

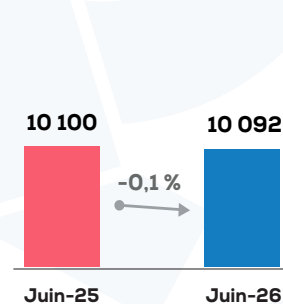
Les ressources bilantielles s'élèvent à 63 903 MDH, en progression de 10,1 % sur les douze derniers mois. Cette évolution est principalement portée par la bonne dynamique des ressources à vue, qui enregistrent une hausse de 14,6 % à 47 106 MDH.

Les ressources à terme et les ressources d'épargne demeurent stables, s'établissant respectivement à 5 348 MDH et 10 092 MDH.

RESSOURCES À VUE



RESSOURCES D'ÉPARGNE



DYNAMIQUE SOUTENUE DU PRODUIT NET BANCAIRE +7,8 %

Le produit net bancaire consolidé s'établit à 1 914 MDH au premier semestre 2026, en hausse de 7,8 % par rapport à la même période de 2025. Cette progression est portée par la marge nette d'intérêt, qui atteint 1 478 MDH, en évolution de 13,1 %, soutenue par le développement commercial, la maîtrise du coût de la ressource ainsi que la contribution de la filiale Crédit du Maroc Leasing et Factoring.

La marge sur commissions s'élève à 259 MDH, bénéficiant du développement des activités des filiales, notamment Crédit du Maroc Assurances et Crédit du Maroc Patrimoine ainsi que du lancement de l'activité CDM Pay.

Le résultat des opérations de marché ressort à 226 MDH, en repli de 13,8 % sous l'effet du recul de l'activité obligataire au vu du contexte géopolitique, compensé partiellement par une bonne dynamique de l'activité change.

PROGRESSION DU RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION +9,9 %

Le résultat brut d'exploitation progresse de 9,9 % pour atteindre 1 061 MDH au premier semestre 2026. Cette performance reflète la croissance solide du PNB consolidé, conjuguée à la maîtrise des charges générales d'exploitation. Cette évolution se traduit par une amélioration du coefficient d'exploitation de 104 points de base pour s'établir à 45 %.

Sur le plan des investissements, Crédit du Maroc a consacré, sur le premier semestre 2026, un montant total de 108 MDH dont l'essentiel porte sur le renforcement du socle technologique.

POURSUITE DE LA MAÎTRISE DU COÛT DU RISQUE

Le coût du risque consolidé s'est établi à 28 MDH, en amélioration de 78,4 % par rapport au premier semestre 2025. Cette évolution favorable témoigne d'une bonne maîtrise de la sinistralité ainsi que d'une performance remarquable des actions de recouvrement mises en œuvre.

Les créances en souffrance s'élèvent à 4 259 MDH, en hausse de 8,2 %, avec un taux de créances douteuses et litigieuses qui baisse de 50 points de base à 6,6 % et un taux de couverture des créances en souffrance qui s'améliore à 86,2 %.

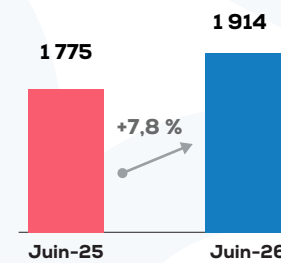
POURSUITE DE LA DYNAMIQUE COMMERCIALE ET RENFORCEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT DES CLIENTS

Fidèle à son rôle de partenaire de référence des acteurs économiques, Crédit du Maroc a poursuivi, au cours du premier semestre, son roadshow en régions, à travers l'organisation de rencontres dédiées aux entreprises, autour de thématiques stratégiques telles que la charte de l'investissement, le marché des changes et les évolutions réglementaires. Ces rencontres ont permis de renforcer le dialogue avec les acteurs économiques, de favoriser les échanges autour des enjeux économiques et d'accompagner les projets de développement et d'investissement dans un environnement en constante évolution.

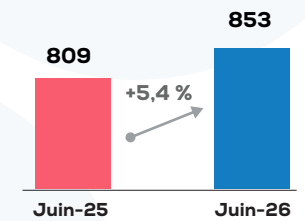
Crédit du Maroc poursuit l'accélération de sa transformation et l'enrichissement de son offre digitale à travers plusieurs réalisations et lancements :

- ♦ En marge de sa première participation au GITEX Africa 2026, la Banque a scellé deux partenariats stratégiques, le premier avec Adria Business & Technology autour de l'innovation avec une ambition commune d'accélérer la transformation digitale et d'exploiter pleinement le potentiel de l'IA, et le second avec S2M Worldwide pour offrir aux clients de la Banque un service d'Instant Issuing afin de leur permettre de disposer de leurs

PRODUIT NET BANCAIRE

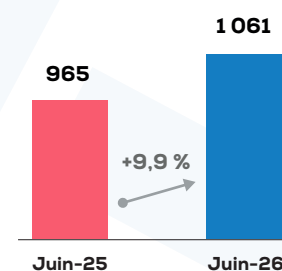


CHARGES D'EXPLOITATION

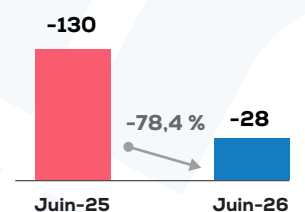


En millions de dirhams

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION



COÛT DU RISQUE



En millions de dirhams

cartes bancaires instantanément à l'ouverture du compte ;

- ♦ Crédit du Maroc a enrichi son offre de paiement digital avec le lancement d'Apple Pay et de Google Pay pour les porteurs de cartes VISA ;
- ♦ La Banque a lancé la digitalisation des transferts de scolarité sur myCDM. Cette nouvelle fonctionnalité permet à ses clients d'effectuer leurs demandes de transfert de scolarité via un parcours entièrement digitalisé directement sur myCDM sans aucun déplacement en agence.

À travers l'ensemble de ces initiatives, la Banque confirme son engagement en faveur de la digitalisation de ses services et l'amélioration continue de l'expérience client, réaffirme sa volonté de proposer un accompagnement à forte valeur ajoutée, et de soutenir le développement des acteurs économiques.

Le rapport financier semestriel afférent au 1er semestre 2026 est accessible via le lien suivant : [https://www.creditdumaroc.ma/sites/default/files/Rapport_financier_1er semestre_2026.pdf](https://www.creditdumaroc.ma/sites/default/files/Rapport_financier_1er%20semestre_2026.pdf)

LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE PUBLIÉS AU 30 JUIN 2026

- CDM Pay accueille de nouveaux clients et renforce son positionnement de partenaire de confiance du paiement.
- Présentation des résultats annuels de Crédit du Maroc au 31 décembre 2025.
- Communiqué financier : Les résultats financiers au 31 mars 2026.
- L'AMMC vise le prospectus relatif à l'augmentation de capital de Crédit du Maroc réservée aux actionnaires et aux détenteurs de droits préférentiels de souscription (« DPS ») par émission de 745 285 nouvelles actions.
- Mise à jour annuelle du dossier d'information relatif au programme d'émission de certificats de dépôt de Crédit du Maroc.
- Avis d'émission d'actions nouvelles.
- Crédit du Maroc poursuit son cycle des Rencontres de l'Investissement destiné aux entreprises.

Contact Presse : Mouna Benrhanem - mouna.benrhanem@cdm.ma

Contacts Communication financière : Myriam Nasrollah - Secrétaire Général Groupe - myriam.nasrollah@cdm.ma · Hanane Laala - Directeur du Pôle Finance - hanane.laala@cdm.ma

Site web : www.creditdumaroc.ma - Centre de Relation Clients : 3232

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS

BILAN CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)			
ACTIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2026	31/12/2025
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		2 188 680	2 841 287
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	4 640 155	5 983 830
Actifs financiers détenus à des fins de transactions	3.5	4 398 690	5 734 166
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	241 465	249 664
Instruments dérivés de couverture			-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.3	173 819	2 410 234
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux prores recyclables	3.3	173 819	2 410 234
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables			-
Titres au coût amorti	3.2	5 266 675	2 135 033
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.2	6 691 050	3 892 685
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3.2	64 276 464	62 862 585
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couvert en taux			-
Placements des activités d'assurance			-
Actifs d'Impôt Exigible	3.8	25 463	970
Actifs d'impôt différé	3.8	87 427	176 010
Comptes de régularisation et autres actifs	3.4	1 126 223	915 006
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		6 865	6 457
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	3.6	1 459 261	1 481 592
Immobilisations incorporelles	3.6	1 058 753	1 022 407
Ecart d'acquisition		-	-
TOTAL		87 000 837	83 728 097

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)			
COMPTE DE RÉSULTAT	NOTES	30/06/2026	30/06/2025
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	2.2	1 789 151	1 614 194
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	2.2	310 918	306 804
Marge d'Intérêt		1 478 232	1 307 389
Commissions (Produits)	2.3	348 520	291 313
Commissions (Charges)	2.3	89 110	33 784
Marge sur Commissions		259 409	257 529
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.5	226 450	262 815
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		223 554	255 499
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		2 896	7 317
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.6	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produits des autres activités		23 021	16 954
Charges des autres activités		73 358	70 156
PRODUIT NET BANCAIRE		1 913 755	1 774 532
Charges générales d'exploitation		696 290	673 050
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		156 457	136 118
Résultat Brut d'Exploitation		1 061 007	965 364
Coût du risque	2.1	-28 007	-129 863
Résultat d'Exploitation		1 033 000	835 502
Quote-Part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		408	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.4	2 836	10 552
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
Résultat avant Impôt		1 036 244	846 054
Impôts sur les résultats	3.8	504 552	400 907
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net		531 692	445 147
Intérêts minoritaires		-	-
Résultat net Part du groupe		531 692	445 147
Résultat par action		48,86	40,91
Résultat dilué par action		48,86	40,91

(En milliers de DH)			
PASSIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2026	31/12/2025
Banques centrakes, Trésor public, Service des chèques postaux		-	670
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.9	54 556	39 529
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3.9	54 556	39 529
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	3.1	5 408 814	6 516 092
Dettes envers la clientèle	3.1	63 902 613	61 228 461
Titres de créance émis	3.1	3 142 978	2 120 354
Passifs d'impôt exigibles	3.8	113 799	193 716
Passifs d'impôt différé	3.8	1 522	1 282
Comptes de régularisation et autres passifs	3.4	3 409 413	2 586 330
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions	3.7	574 741	580 339
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		2 299 613	2 258 313
Capitaux propres		8 092 788	8 203 010
Capital et réserves liées		4 611 959	4 750 613
Réserves consolidées		2 893 500	2 551 543
Part du groupe		2 893 500	2 551 543
Part des minoritaires		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		55 637	37 302
Part du groupe		55 637	37 302
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		531 692	863 551
Part du groupe		531 692	863 551
Part des minoritaires		-	-
TOTAL		87 000 837	83 728 097

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)		
FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2026	31/12/2025
Résultat avant impôts	1 036 244	1 543 821
Résultat net des activités abandonnées	-	-
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	156 457	292 928
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	9 620	336 714
+/- Dotations nettes aux provisions	-5 598	31 353
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	408	4
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	2 836	11 008
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	63 924	19 025
+/- Autres mouvements	240 366	23 621
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	468 013	714 652
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-2 356 950	5 671 175
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 170 292	-2 393 465
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	465 535	-4 166 408
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	382 851	68 276
+/- Flux liés aux activités destinées à être cédées	-	-
- Impôts versés	-427 950	-707 555
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-766 221	-1 527 977
Flux nets de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	738 036	730 496
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-173 308	-397 678
Flux nets de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-173 308	-397 678
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-660 953	-532 627
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 000 000	-58 000
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement	339 047	-590 627
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	703	-2 646
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	904 479	-260 456

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/2026	31/12/2025
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 671 858	3 932 314
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 842 827	2 235 491
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	829 031	1 696 823
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	4 576 337	3 671 858
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 188 745	2 842 827
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	2 387 592	829 031
Variation de la trésorerie nette	904 479	-260 456

RÉSULTAT NET, GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2026	31/12/2025
Résultat net	531 692	863 551
Éléments recyclables en résultat net :	18 809	4 866
Écarts de conversion	703	-2 646
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	30 177	12 129
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	-	-
Impôts liés	12 071	4 617
Éléments non recyclables en résultat net :	229	3 391
Réévaluation des immobilisations	-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	382	5 460
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	-	-
Impôts liés	153	2 070
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	19 038	8 256
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	550 730	871 808
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	550 730	871 808
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	-	-

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2024	1 088 121	3 735 329	-	3 013 979	41 423	-	7 878 853	-	7 878 853
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-453 747	-	-	-453 747	-	-453 747
Autres	-	-72 838	-	-	-	-	-72 838	-	-72 838
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	863 551	-	-	863 551	-	863 551
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	-7 512	-	-7 512	-	-7 512
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	3 391	-	3 391	-	3 391
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-2 646	-	-	-2 646	-	-2 646
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-2 646	-4 121	-	-6 767	-	-6 767
Autres	-	-	-	-6 043	-	-	-6 043	-	-6 043
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2025	1 088 121	3 662 492	-	3 415 095	37 302	-	8 203 010	-	8 203 010
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-522 298	-	-	-522 298	-	-522 298
Autres	-	-138 654	-	-	-	-	-138 654	-	-138 654
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	531 692	-	-	531 692	-	531 692
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	18 106	-	18 106	-	18 106
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	229	-	229	-	229
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	703	-	-	703	-	703
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	703	18 335	-	19 038	-	19 038
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 30 JUIN 2026	1 088 121	3 523 837	-	3 425 192	55 637	-	8 092 788	-	8 092 788

NOTES ET ANNEXES IFRS

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

Les normes et principes comptables n'ont subi aucun changement par rapport à la publication effectuée au 31/12/2025.

PRINCIPES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit du Maroc et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles Crédit du Maroc dispose d'un pouvoir de contrôle.

Par exception, les entités ayant un impact non significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation.

Le caractère significatif de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Les notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, la définition de contrôle, selon IFRS 10 comporte les trois éléments suivants :

- Le pouvoir détenu sur l'entité émettrice ;
- L'exposition ou le droit à des rendements variables, en raison des liens avec l'entité émettrice ;
- La capacité de Crédit du Maroc d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Crédit du Maroc contrôle une entité émettrice si et seulement si ces trois éléments sont réunis.

L'IFRS 11 porte sur le classement d'un partenariat sur lequel deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. Selon IFRS 11, il existe deux types de partenariat : les entreprises communes et les coentreprises. Ces deux types de partenariats se distinguent par les droits et obligations des parties à l'entreprise.

- **Entreprise commune** : les coparticipants ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs. Chaque coparticipant comptabilise ses

actifs, ses passifs, ses produits et ses charges y compris sa quote-part de ces actifs, passifs, produits et charges, relatifs à ses intérêts dans l'entreprise commune.

- **Coentreprise** : les coentrepreneurs ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et 11. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Crédit du Maroc sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- **L'intégration globale**, applicable selon les conditions citées par la norme IFRS 10 ;
- **la mise en équivalence**, pour les coentreprises ayant des droits sur l'actif net, tel que cité par la norme IFRS 11 ;
- **la quote-part des actifs, passifs, charges et produits**, pour les entreprises communes ayant des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, selon la norme IFRS 11.

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne, sont constatées.

Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en dirhams en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en dirhams, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe CDM. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

Regroupements d'entreprises – écarts d'acquisition (IFRS 3)

Le Groupe Crédit du Maroc n'a pas effectué de regroupement courant 2026.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CRÉDIT DU MAROC AU 30 JUIN 2026

Sociétés Consolidées	Capital social (KDH)	Capital social (KUSD)	%		Méthode de consolidation ^(*)
			de contrôle	d'intérêts	
Crédit du Maroc	1 088 121		100,00	100,00	E.C
Crédit du Maroc Capital Bourse	15 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Leasing & Factoring	124 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Patrimoine	1 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Pay	30 000		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Assurances	200		100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc International		1 655	100,00	100,00	I.G
S.I.F.I.M	168 321		100,00	100,00	I.G
NEMA CAPITAL	1000		50,00	50,00	M.E.E

* E.C : Établissement consolidant - I.G : Intégration globale

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

LA GOUVERNANCE

Depuis le 24 septembre 1999, Crédit du Maroc a opté pour une structure de gouvernance duale reposant sur un Directoire et un Conseil de Surveillance, dissociant ainsi les pouvoirs de gestion et de contrôle. Le Directoire dirige et gère la Banque sous le contrôle du Conseil de Surveillance dans les limites du cadre fixé par la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée (la « Loi 17-95 »), la loi 103-12 relative aux établissements de crédits et organismes assimilés (la « Loi Bancaire ») et les statuts de la Banque.

1. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

1.1. Composition du Conseil de Surveillance

Conformément à l'article 15 des statuts de Crédit du Maroc, le Conseil de Surveillance est composé d'un minimum de trois membres et d'un maximum de quinze membres, nommés par l'Assemblée Générale et pouvant être renouvelés ou révoqués par cette dernière.

Au 30 juin 2026, le Conseil de Surveillance est composé de huit membres.

Identité	Genre	Nationalité	Première élection	Dernier renouvellement	Echéance du mandat en cours	Membre d'un Comité	Fonction principale
Mohamed Hassan BENSALAH Président		Marocaine	12/2022	06/2025	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	-	Président directeur général Groupe Holmarcom
Karim CHIOUAR Membre		Marocaine	12/2022	06/2025	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	A et R	Directeur général délégué Groupe Holmarcom
AtlantaSanad ⁽¹⁾ représentée par Madame Fatima Zahra BENSALAH Membre		Marocaine	12/2022	06/2025	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	C	Vice-Présidente d'AtlantaSanad
HFC représentée par Madame Lamiae KENDILI Membre		Marocaine	12/2022	06/2025	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	A	Directrice générale adjointe -HFC
Mohammed Ali KADIRI ⁽²⁾ Membre indépendant		Marocaine	12/2022	06/2025	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	A et C	Directeur général du cabinet Dictys
Nadine KONISKI-ZIADE ⁽³⁾ Membre indépendant		Franco-Libanaise	03/2024	06/2025	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	R et C	Senior Advisor (Finance)
Mohammed Ali ABABOU Membre		Marocaine	05/2025	06/2025	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	R	Administrateur de sociétés
Bachar SAMRA Membre		Française	04/2026	-	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028	-	Administrateur de sociétés

(A) Comité d'Audit (R) Comité des Risques (C) Comité de Nomination et de Rémunération

(1) Président du Comité de Nomination et de Rémunération

(2) Président du Comité d'Audit

(3) Président du Comité des Risques

1.2. Fonctionnement du Conseil de Surveillance

Le fonctionnement du Conseil de Surveillance est régi par les dispositions légales et statutaires ainsi que par son règlement intérieur. Il en est de même pour les Comités spécialisés.

a) Rôle et pouvoirs du Conseil de Surveillance en application des dispositions légales et statutaires

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire, et s'appuie sur des Comités spécialisés détaillés ci-après. A ce titre, une fois par trimestre au moins, le Directoire lui présente un rapport sur la marche des affaires sociales et après la clôture de chaque exercice et dans le délai de trois mois, le Directoire présente au Conseil de Surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les documents prévus par la Loi 17-95.

A toute époque de l'année, le Conseil de Surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

b) Rôle et pouvoirs du Conseil de Surveillance en application du règlement intérieur

Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance décrit, d'une part, les modalités d'organisation, le mode de fonctionnement, les pouvoirs et les attributions du Conseil de Surveillance et, d'autre part les règles de déontologie qui s'imposent à ses membres. Il a un caractère purement interne et n'est opposable ni aux actionnaires, ni aux tiers. Les règles instituées par le règlement intérieur le sont sans préjudice de celles contenues dans les statuts de la

Banque ou imposées par les lois et règlements en vigueur, lesquelles prévalent.

1.3. Les Comités du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance a créé, en son sein, trois Comités spécialisés dont il a fixé la composition et les attributions : le Comité d'Audit, le Comité des Risques et le Comité de Nomination et de Rémunération.

Dans le cadre de l'activité de la fenêtre participative, le Conseil de Surveillance, conformément à la Loi Bancaire 103-12, a constitué, au sein du Comité des Risques, un sous-Comité chargé du suivi du processus d'identification et de gestion des risques et au sein du Comité d'Audit, un sous-Comité chargé de la surveillance et de l'évaluation de la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne.

Le Conseil de Surveillance peut décider la création de comités permanents et/ou temporaires chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président voudrait soumettre, pour avis, à leur examen, destinées à faciliter le bon fonctionnement du Conseil de Surveillance et à concourir efficacement à la préparation de ses décisions. Il n'existe, à date, aucun comité de ce type autre que ceux sus-cités.

2. LE DIRECTOIRE

2.1. Composition du Directoire

Selon l'article 141 des statuts de la Banque, le Directoire est constitué de deux à sept membres désignés par le Conseil de Surveillance.

Au 30 juin 2026, le Directoire est composé des quatre membres suivants :

Identité / Fonction	Genre	Nationalité	Première nomination	Dernier renouvellement	Expiration du mandat
Ali BENKIRANE Président du Directoire		Marocaine	Conseil du 06/12/2022	Conseil du 13/06/2024	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026
Younes LAHLOU Membre en charge du Fonctionnement		Marocaine	Conseil du 07/11/2023	Conseil du 13/06/2024	AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026
Ali CHORFI Membre en charge du Corporate et Investment Banking		Marocaine	Conseil du 18/09/2024		AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026
Moncef ALAOU Membre en charge de la Banque Commerciale		Marocaine	Conseil du 15/05/2025		AGO annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026

2.2. Fonctionnement du Directoire

Le fonctionnement du Directoire est régi par les dispositions légales et statutaires ainsi que par son règlement intérieur.

a) Rôle et pouvoirs du Directoire en application des dispositions légales et statutaires

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toutes circonstances, au nom de la Banque, toutes décisions concourant à la réalisation de son objet social et pour faire ou autoriser tous actes de gestion et de disposition, et ce, sous réserve des pouvoirs attribués par la Loi 17-95 et les statuts au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'Actionnaires.

b) Rôles et pouvoirs du Directoire en application du règlement intérieur

Le règlement intérieur du Directoire décrit les modalités d'organisation et le mode de fonctionnement. Il a un caractère purement interne et n'est opposable ni aux actionnaires, ni aux tiers. Les règles instituées par le règlement intérieur le sont sans préjudice de celles contenues dans les statuts de la Banque ou imposées par les lois et règlements en vigueur, lesquelles prévalent.

2. EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

2.1 Risque de crédit

Politique générale

La politique de crédit du Crédit du Maroc s'inscrit dans le cadre de principes généraux et dans le respect des normes édictées par le régulateur.

Elle couvre les aspects relatifs à la déontologie, l'indépendance, la responsabilité, la collégialité des décisions, la maîtrise et le suivi des risques, la rémunération des opérations, etc.

Elle est revue chaque année, dans le cadre de la stratégie risques qui examine toutes les activités de la banque et les risques qu'elles induisent et fixe des limites opérationnelles en termes de segment de clientèle, de secteurs d'activité, de concentration, etc. Cette stratégie est présentée par le Directoire au Conseil de surveillance qui la valide.

Dispositif de décision et de gestion des risques

Étude et décision

Le processus de décision découle des pouvoirs détenus par le Président du Directoire et des subdélégations qu'il a distribué aux acteurs, selon un mode intuitu-personae, décliné en fonction des marchés. Au-delà des limites subdélégées, les décisions sont prises par le Comité des crédits dont les décisions sont collégiales.

Le processus de décision est géré par un applicatif informatique centralisé et intégré qui détermine en fonction de normes et de critères paramétrés, les niveaux de délégation requis. Les décisions en faveur des clients professionnels et entreprises nécessitent un double regard de la ligne commerciale et des risques.

Les filiales ont recours à un avis des lignes spécialisées du Crédit du Maroc qui conditionne l'octroi.

Les demandes de crédit formulées par les lignes commerciales sont formalisées et documentées en application des règles du régulateur et des normes de la banque.

Mise en place - Garanties

La mise en place des crédits est opérée après vérification du respect des conditions d'octroi.

La gestion des dossiers de garanties est centralisée.

Surveillance des risques et déclassement des créances

Elle est à la charge d'une structure dédiée et indépendante, appuyée par des correspondants dans les différents marchés et dans les régions.

Cette structure qui dispose d'un accès à tous les systèmes d'information de la banque a pour mission de surveiller la qualité des engagements, d'appréhender dans une optique préventive les dégradations des risques (impayés, gel des comptes, etc.) et d'en assurer un suivi.

Elle organise sur la base d'indicateurs internes un suivi rapproché des créances sensibles qui est opéré par un Comité mensuel dédié.

Elle identifie les créances qui relèvent du déclassement en « souffrance », selon les critères édictés par le régulateur en la matière et les provisionne en conséquence. Ces décisions sont validées par un Comité dédié pour assurer une parfaite couverture des risques et conformité aux normes réglementaires.

Recouvrement

Pour le marché Retail et PRO/TPE, le réseau réalise le recouvrement du premier impayé sur les clients segmentés risque faible et sur les débits jusqu'à 30 jours de retards. Les structures centrales de recouvrement prennent en charge le recouvrement dès le premier impayé sur les clients segmentés risque moyen et élevé ainsi que le débit dès 30 jours de retard.

Pour le marché PME/PMI et Grandes Entreprises, il est assuré par les chargés d'affaires avec, selon les cas et sur décision de comité dédié ou à la demande de la ligne commerciale, l'appui d'une structure centrale dédiée au Recouvrement et Restructuration de créances.

Si le dossier passe en "Compromis", il est pris en charge par la Direction du Recouvrement qui poursuit le recouvrement et opère en parallèle les poursuites judiciaires.

Tout le processus de décision et de surveillance des risques est traçable et auditable.

Notation interne

Le Crédit du Maroc dispose d'un système de notation. Il couvre toutes les créances entreprises (PME/PMI, Grandes entreprises et entreprises des secteurs de la promotion immobilière et de l'hôtellerie), sauf les banques et les institutions financières qui disposent d'une notation spécifique.

Le système de notation du Crédit du Maroc est conforme aux préconisations de Bâle 2.

Le système repose sur une appréciation quantitative et qualitative. Il fait intervenir les différents acteurs du processus de décision : les chargés d'affaires, les risques et les décisionnaires.

Le système de notation du Crédit du Maroc est backtesté annuellement.

Pour la Banque de Réseau, tous les crédits à la consommation sont soumis à un score d'octroi soit propre au Crédit du Maroc, ou soit celui du partenaire Wafasalaf et ce, en fonction de critères bien définis.

Grille de notation Corporate

Elle comporte 13 échelons de A à E, avec des échelons intermédiaires, pour les contreparties saines et 2 échelons F et Z, pour les contreparties en défaut, dont le dernier pour les contreparties en recouvrement juridique.

Ces échelons sont compatibles avec les échelles de notation des principales sociétés de rating internationales : Standard & Poor et Moody's.

Délégation

La notation est un élément essentiel du processus de décision. Elle conditionne le niveau de délégation.

Risques sensibles : Les contreparties présentant des signes de fragilités sont suivies dans le cadre du comité mensuel d'anticipation et de suivi des Risques Sensibles sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs.

2.2 Risque de marché

Les activités de marché sont encadrées par des limites globales et opérationnelles définies dans le cadre de la stratégie risques de la banque.

Le format de limites, qu'elles soient globales ou opérationnelles, sont de trois natures : quantitative (VaR, Stress, sensibilités détaillées), qualitatif (produits autorisés, devises autorisées, maturité max...) et des seuils de perte. Les sets de limites concernent les activités de la direction marchés des capitaux dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle (Activités FX, obligataires, prêts/emprunts, Repos) ainsi que les activités de marché de la trésorerie de la banque.

Organisation de la filière

Les activités de marchés sont organisées en trois domaines indépendants :

- Le Front Office

Le Front Office est littéralement l'interface de la banque avec le marché. Il centralise et traite tous les besoins de la banque et de ses clients en termes de couverture et financement. Il engage la banque dans le respect des limites internes de marché, des limites réglementaires et des lignes de crédit qui lui sont accordées.

Il est rattaché hiérarchiquement à la DGA Corporate du pôle Développement.

- Le Middle Office

Le Middle Office assure les contrôles et le respect des limites fixées par les Risques.

- Le Back-Office

Le Back Office suit le traitement post-marché des opérations : confirmation, paiement, règlement - livraison et comptabilité.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction des Services Bancaires à la Clientèle.

Pôle RMF (Risques de Marché et Financier)

En matière de suivi et de contrôle des activités de la Salle des Marchés, RMF a en charge :

- le suivi du respect des limites, que celles-ci soient quantitatives (niveaux de risque), qualitatives (instruments, devises ou maturités autorisés) ou relatives aux niveaux de perte tolérée ;
- le traitement des dépassements (analyse des raisons, mode et délai de régularisation...) ;
- la surveillance des risques et des résultats en liaison avec l'évolution des marchés ;
- l'analyse et le contrôle des P&L de gestion ;
- la production et le contrôle de la qualité des indicateurs de risques ;
- le Back testing de la VaR (Value at Risk) ;
- la production et l'analyse des stress scénarii ;
- la vérification des données de marché ;
- la vérification que le Back Office s'est assuré de la cohérence des stocks entre outil Front Office et données comptables ;
- la production et analyse des états de suivi de l'exposition aux risques.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction Contrôle Central des Risques.

Le suivi des risques doit être effectué aux différents niveaux de l'établissement avec des séparations de pouvoir entre le front office, le middle office, le back office, les risques et le contrôle financier, autrement dit entre ceux qui passent les ordres et ceux qui les contrôlent.

Ainsi, cette organisation permet :

- de s'assurer en permanence du respect des procédures, des normes et des limites mises en place ;
- d'analyser les causes du non-respect éventuel des procédures et des limites ;
- d'informer les entités et / ou les personnes désignées à cet effet de l'ampleur des dépassements et des actions correctrices qui sont proposées ou entreprises.

En termes d'outils informatiques, la banque dispose d'un système front-to-back Arpson avec des fonctionnalités de suivi des risques et de calcul des résultats. Le Pôle des Risques de Marché et Financier a accès à ces informations et dispose d'outils complémentaires pour mener à bien ses analyses.

Principaux risques et dispositif de contrôle

Les risques de marché ou risques de variation de prix, représentent les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveaux de taux.

Risques de taux : Ils représentent les risques d'encourir des pertes suite aux variations du niveau absolu du taux d'intérêt, d'un spread entre deux courbes de taux ou de la déformation de la courbe. Il existe plusieurs composantes pour ce risque : risque directionnel, risque de pente et risque de base ou de spread.

Ce risque concerne le trading sur titres et la trésorerie. Il est encadré par un dispositif de limites quantitatives (VaR, Stress, nominal et sensibilités détaillées)..

Risque de change : C'est le risque d'encourir des pertes suite aux variations du cours des devises étrangères par rapport à la monnaie de référence ou monnaie locale.

Les positions sont encadrées par des limites réglementaires et des limites internes (VaR, Stress, nominal individuelle et globale, Loss alert..).

Risques liés aux défauts : une part importante des risques pris par les établissements financiers sur les

marchés se trouve liée aux événements de défauts (défaillance d'une ou plusieurs contreparties, risque de non-transfert...).

Les opérations de marché peuvent générer :

- des risques de règlement/livraison ;
- des risques de variation.

Une transaction peut comporter un seul de ces risques ou une combinaison de deux ou trois. Une opération de change à terme génère des risques de variation et de livraison.

En effet, si l'un des intervenants fait défaut alors que l'autre contrepartie a déjà rempli ses propres obligations, à savoir : livrer des fonds, alors la perte porte sur la totalité du montant (nominal) de la transaction (à la livraison), c'est le **risque de livraison** ou non concomitance des flux échangés.

Ce risque affecte le change (comptant et terme), les swaps de change (swaps de trésorerie ou cambiste). Pour les opérations sur tires (ferme ou temporaire), ce risque n'existe pas du fait que les transactions sont effectuées via un système DVP (Delivery Versus Payment).

Si par contre la défaillance intervient entre la négociation et la livraison, alors la perte potentielle correspond à la variation du cours de change entre le cours négocié et le cours prévalant sur le marché au moment où il faut trouver une nouvelle contrepartie de remplacement, il s'agit du coût de remplacement et c'est le **risque de variation**.

Ces risques sont encadrés par des limites individuelles sur les contreparties y compris les correspondants de la salle des marchés et accordées par la banque dans le cadre de l'étude de risque annuelle.

Le calcul des consommations de VaR (Value at Risk) du CDM est réalisé via l'outil Global View Risk alimenté en données de risques de marché (vecteurs de sensibilités, positions de change, courbe de taux MAD) par les outils de CDM.

Aussi, GVR calcule aussi de manière automatisée des stress historiques (crises de 1994, de 1997, subprimes, Covid-19, etc.) selon des chocs observés qui sont paramétrés dans l'outil, ainsi que des stress hypothétiques (resserrement liquidité, tensions internationales, etc.).

Enfin, les résultats quotidiens des activités de trading (sur bonds et sur le change) sont alimentés dans un autre outil et la VaR fait l'objet d'un back-testing.

Des travaux de remplacement de GVR et de CADRE par un outil disposant des mêmes fonctionnalités sont en cours afin d'autonomiser le CDM avant la fin du premier semestre 2023.

Ségrégation des Banking et Trading books

Afin d'assurer d'une gestion saine et prudente de sa Trésorerie ainsi que de la couverture de ses risques propres, le Crédit du Maroc a mis en place une réorganisation de ses portefeuilles et centres de profits (découpage des activités par desk) en phase avec l'arborescence risques. Cette réorganisation assure une séparation entre le banking book (ALM & activités de trésorerie) et les activités de la direction des marchés de capitaux (DMC) dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle.

2.3 Risques Opérationnels

Le Crédit du Maroc a adopté la définition issue des recommandations de Bâle 2 pour le risque opérationnel. Il s'agit des pertes résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus.

Dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par la banque vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients produits et pratiques commerciales, dommages aux actifs corporels, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

1. Les principaux enjeux

- la maîtrise du coût des risques opérationnels ;
- la prévention des grands risques ;
- l'optimisation de la couverture des risques ;
- l'intégration du triple impact réglementaire à savoir le pilotage par les fonds propres, la supervision réglementaire et la communication financière.

2. Les composantes du dispositif

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre s'articule autour de quatre composantes :

La composante organisationnelle

La surveillance des risques opérationnels est confiée

à une entité relevant des Risques et contrôles permanents, structure faitière du dispositif de contrôle interne de la banque.

Le système d'audit interne vérifie périodiquement que le dispositif de gestion des risques opérationnels est mis en œuvre avec efficacité au niveau de l'ensemble de l'établissement.

Le Directoire assure un suivi régulier de la situation des risques via le Comité de Contrôle Interne présidé par le Président du Directoire.

Le Conseil de Surveillance, via le Comité d'Audit et le Comité des Risques, est informé des risques importants et s'assure de la prise en compte de ces risques.

La composante qualitative

Elle permet d'évaluer et de prévenir les risques à travers la cartographie des risques opérationnels.

La composante quantitative

Elle permet de mesurer et surveiller le coût du risque et les incidents à travers le suivi des pertes et la mise en place d'un dispositif d'alerte.

La composante d'allocation de fonds propres

Par prudence, l'établissement a retenu une allocation des fonds propres basée sur la méthode « indicateurs de base » avec l'objectif d'évoluer rapidement vers la méthode « standard ».

3. Sécurité des systèmes d'information

La sécurité des systèmes d'informations est assurée avec la mise en place d'une politique de sécurité et d'un dispositif de contrôle permanent. Des tests annuels d'intrusions et de vulnérabilité, ainsi que des évaluations de la sécurité des systèmes d'informations sont réalisés.

4. Plan de Continuation des Activités

Pour assurer la continuité des activités de la banque en cas de sinistre, l'établissement dispose d'un Plan de Continuité d'Activités (PCA), composé :

- d'un Plan de Secours informatique pour secourir les services informatiques critiques ;
- d'un Plan de Repli Utilisateurs avec aménagement d'un site de repli devant servir en cas de sinistre ;
- d'un dispositif de gestion de crise ;
- d'un dispositif de continuité d'activité spécifique au scénario de pandémie grippale.

Ce PCA est régulièrement testé et amélioré.

5. Prestations de services essentielles externalisées

Elles sont encadrées par un dispositif spécifique. Les Conventions de services comprenant des indicateurs de qualité ont permis à l'établissement d'intégrer le suivi de ces activités dans le dispositif de contrôle interne.

2.4 Gestion Actif - Passif

La démarche de la gestion Actif-Passif (ALM) est une démarche d'identification, de mesure, de contrôle et de couverture des risques financiers pouvant affecter le bilan de la banque.

Il s'agit principalement des risques de liquidité, de taux et de change.

Gouvernance

Au Crédit du Maroc, la gestion Actif-Passif est assurée par la Direction Gestion Financière qui rapporte à la Direction Finances Groupe et au comité ALM.

Risque de taux d'intérêt global (RTIG)

C'est le risque de voir les résultats de la banque affectés défavorablement par les mouvements de taux d'intérêt. Ces mouvements ont une influence sur les rémunérations et les coûts générés par les produits et instruments financiers (actifs, passifs et instruments de hors bilan), dont dispose la banque. En conséquence, leurs mouvements ont un impact direct sur le résultat généré mais aussi sur la valeur actuelle des différents revenus futurs.

Il convient donc d'appréhender correctement la manière dont les mouvements de la courbe des taux peuvent impacter les marges de la banque.

La mesure du RTIG fait appel à une approche statique, basée sur plusieurs modèles afin de transformer les données mensuelles en indicateurs de risque quantifiables sur toute la durée de vie future du bilan.

La mesure principale et obligatoire du RTIG est le gap de taux d'intérêt qui représente sur chaque période la différence signée entre les passifs et les actifs à taux fixe (encours et taux de cession interne associés) dans une devise donnée.

Le Risque de Taux d'Intérêt Global est la résultante de différentes composantes de risque qui sont notamment représentées par des gaps :

- Un risque directionnel sur opérations à taux fixe : Le gap « Taux fixe »
- Un risque optionnel sur les options explicites (caps, floors...) si la banque a développé des modèles

d'options, et implicites s'agissant notamment des remboursements anticipés sur les crédits

- Un risque de base sur les opérations à taux révisable et variable induit par des dé-corrélations entre les index : Les gaps d'Index

Bank Al-Maghrib a publié en mars 2021 une nouvelle circulaire qui encadre la mesure du risque de taux d'intérêt inhérent au portefeuille bancaire et fixe de nouvelles exigences en matière de fonds propres économiques. Cette circulaire est entrée en vigueur en juin 2021.

Les principaux changements introduits par cette nouvelle réglementation qui impacte considérablement l'appréciation du risque de taux du Banking Book :

- Les postes non sensibles aux taux d'intérêts notamment les Fonds Propres de Base, les titres de transactions, les titres de négociation ainsi que leurs ressources de marché ne sont pas pris en compte dans l'exposition au risque de taux.
- Les flux de Trésorerie prévisionnels sont ventilés sur 20 tranches de maturités.
- La limite réglementaire sur les Fonds Propres est revue à la baisse passant de 20% des fonds propres globales à 15% des fonds propres de catégorie 1 (CET1). A noter que le régulateur a prévu une période transitoire pour le respect du minimum réglementaire sur le ΔE_{VE} : 20% des FP globales au 31-12-21, 20% des FP CET1 au 31-01-22, 15% des FP CET1 au 01-01-23.
- L'identification du risque de base en précisant pour les instruments à taux variables, la date de révision, la référence considérée pour l'indexation et les taux appliqués.
- Le calcul de la durée de vie moyenne des flux du bilan et du hors bilan actualisés, conformément à une formule de duration spécifique.
- L'application de 6 scénarii de chocs de taux d'intérêt sur trois devises : MAD / EUR / USD.

Un dispositif d'encadrement et de contrôle a été mis en place au Crédit du Maroc. Des limites en volume ont été fixées.

Le risque de liquidité

Il est défini comme étant le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance. Il peut prendre deux formes :

- **Risque d'illiquidité** : se traduisant par l'incapacité de la banque à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme, notamment un retrait massif de dépôts ;
 - **Risque de transformation** : où le terme des emplois est en général supérieur au terme des ressources, transformation inhérente à l'activité bancaire.
- Le risque de liquidité se situe à trois niveaux :
- **Funding risk** : risque qui se traduit par la nécessité d'obtenir de nouvelles ressources lorsqu'une des ressources dont la banque disposait par le passé n'est plus disponible (par exemple lors de retrait massif sur les dépôts à vue).
 - **Time risk** : risque qui apparaît lorsque la banque ne peut obtenir des rentrées d'argent pourtant attendues (par exemple, incapacité de remboursement d'un prêt par un client).
 - **Call risk** : risque relatif à l'obtention de nouvelles ressources (suite par exemple à des emprunts importants sur des lignes de crédits).

L'approche en liquidité met en évidence la situation de transformation de la banque. Elle permet de mesurer les besoins de funding à court, moyen et long terme ou l'importance des excédents de liquidité à replacer par type de maturité.

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité, le Comité ALM a pour fonction de :

- Approuver la stratégie globale en matière de gestion du risque de liquidité
- Gérer la trésorerie MLT de la banque
- Mettre en place une approche pour mesurer et suivre du risque de liquidité
- Etablir un système de limites appropriées encadrant les principaux indicateurs utilisés
- Veiller à ce que des simulations de scénarios de stress soient effectuées en vue d'évaluer la capacité de la banque à faire face à des situations de crise de liquidité
- Décider du plan d'urgence destiné à être mis en œuvre en cas de tensions ou de crises de liquidité
- Prévoir les instruments et les stratégies de couverture du risque de liquidité
- Définir le système de reporting dans les situations normales ou de crise de liquidité

- Veiller au respect des coefficients réglementaires, dont le Liquidity Coverage Ratio (LCR).

En plus du Comité ALM trimestriel, un Comité Trésorerie mensuel a été instauré en janvier 2016 avec pour objectif, entre autres, de piloter de façon opérationnelle la trésorerie court terme de la banque.

Conventions d'écoulement

Les modèles ALM au sein de la banque suivent une logique de « Run Off » à partir d'un bilan constaté à la date de calcul. Cette approche permet d'avoir une vision sur l'écoulement du bilan dans le temps et d'avoir une mesure précise de la marge sous une hypothèse de cessation d'activité dénuée de toute prise en compte d'une production commerciale ou activité financière future.

Les règles d'écoulement se fondent sur une approche segmentée des encours. Par cette segmentation, elles s'appuient sur la définition de populations homogènes en termes de « comportement » (au sens statistique).

Ces modèles sont le socle commun à la mesure des risques de taux et de liquidité et au pilotage de la marge. Ils servent :

- d'une part pour le calcul du RTIG et donc influencent les prises de décisions en matière de couverture.
- d'autre part pour le calcul des taux de cession internes entre le pool commercial et le pool ALM. A ce titre, ils déterminent les marges analytiques des crédits et de la collecte.

Les modèles ALM, calibrés et revus annuellement, doivent minimiser le risque de sur-couverture ; dans ce sens l'étude statistique a pour principaux objectifs :

- Éliminer le risque de concentration : Si une faible fraction de clients détient une forte proportion de l'encours, l'encours global est susceptible de chuter brutalement de façon imprédictible. La règle de prudence demande donc à ce que cette fraction d'encours soit retirée (part volatile).
- Tenir compte des cycles / saisonnalités : Si l'historique d'encours présente des saisonnalités, la variable « solde des comptes » sera remplacée par « moyenne glissante des soldes des comptes », cette moyenne étant calculée sur une période suffisamment longue pour s'affranchir des effets de cycle.
- Conserver la pertinence sur la durée afin de garder une logique commerciale d'écoulement.

Risque de change (Banking Book)

Le risque de change du Banking book est suivi et géré par le Comité ALM qui prend connaissance des expositions et de leur évolution à travers les reportings trimestriels mis en place.

La fonction ALM suit l'ensemble des positions de change de la banque, à l'exception des positions gérées dans le cadre des activités de trading, et ce dans le cadre des normes internationales relatives à la mesure et l'encadrement du risque de change.

Dans le cadre du risque de change, le Comité ALM a comme principaux objectifs :

- Analyser le risque
- Valider la proposition de limites et leur compatibilité avec les limites globales et réglementaires
- Vérifier le respect de ces limites
- Valider les propositions de gestion.

Les Positions de Change Opérationnelles (PCO) peuvent se mesurer en méthode « flux » ou « stock ». Pour le Crédit du Maroc, cette position se compose des positions de change virement bilan et hors bilan de la clientèle, ainsi que l'encaisse en billets de banque.

Les positions de change structurelles (PCS) résultent principalement des prises de participations dans des établissements en devises étrangères. A noter, toutefois, l'exception des participations en devise comptabilisées à la JVR (juste valeur par résultat) qui sont à prendre en compte dans la position de change opérationnelle et non structurelle dans la mesure où la position de change induite est réévaluée par contrepartie du compte de résultat. Pour le Crédit Du Maroc, cette position se compose de la position en USD sur les titres de participation de la filiale « CDM International » qui fait l'objet d'un encadrement par une limite globale en montant.

Système de mesure

Le pilotage des risques financiers est géré dans ATLAS, outil opérationnel depuis 2008.

3. APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DE BÂLE

L'accord de Bâle 2 repose sur 3 piliers :

Pilier 1 : Calcul des exigences minimales en fonds propres. Il couvre trois types des risques : Risque de crédit, Risque opérationnel et Risque de marché.

Plusieurs méthodes sont proposées aux banques selon les risques, notamment « standard » et « notation interne », pour les risques de crédit, « indicateur de base », « standard » et « standard avancé », pour le risque opérationnel.

Pilier 2 : Dispositif sur les processus de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes.

Pilier 3 : Dispositif sur la discipline de marché imposant une transparence accrue en matière d'information sur les publications financières et sur les risques.

Dès la publication des textes par le Régulateur, le Crédit du Maroc a engagé un chantier de mise en conformité avec les dispositions réglementaires.

Pour le pilier 1, le Crédit du Maroc a opté pour la méthode « standard » en ce qui concerne le risque de crédit, la « Méthode de base » pour le risque opérationnel.

4. PERSPECTIVES

Le Crédit du Maroc compte poursuivre la mise en œuvre de l'usage des indicateurs bâlois avancés, qui entraîneront de profonds changements dans la conduite des activités.

Ces changements visent notamment à :

- adapter la politique d'allocation des fonds propres aux activités ;
- mieux prendre en compte les évolutions dans les processus d'octroi (consommation des Fonds propres, rentabilité, coût du risque, etc.) ;
- garantir la fiabilité des informations sur les risques, etc.
- Renforcer la capacité d'anticipation des risques.

Les processus impactés ont été identifiés et les chantiers nécessaires à leur adaptation sont engagés selon un planning établi par une équipe projet et validé par le Comité de pilotage des risques, présidé par le Président du Directoire.

5. GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES DU GROUPE

Le troisième pilier de l'accord de Bâle vise à promouvoir la discipline du marché à travers la publication d'un ensemble de données venant compléter la communication financière. L'objectif de cette communication est de permettre aux acteurs du marché d'apprécier les éléments d'information essentiels sur les fonds propres, les expositions aux différents types de risques, le pilotage interne des fonds propres et, par conséquent, l'adéquation des fonds propres du groupe Crédit du Maroc à son profil de risque.

5.1 Composition des Fonds Propres

Le groupe est tenu de respecter sur base individuelle et consolidée un ratio sur fonds propres de base au moins égal à 8,0% (incluant un coussin de conservation de 2,5%), un ratio sur fonds propres de catégorie 1 au moins égal à 9,0% et un ratio sur total fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 au moins égal à 12,0%.

Les fonds propres prudentiels du groupe Crédit du Maroc sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 1 sont déterminés à partir des fonds propres de base et des fonds propres additionnels en tenant compte des retraitements prudentiels. Ces retraitements consistent principalement en l'anticipation des dividendes à distribuer, de la déduction des écarts d'acquisition et des actifs incorporels ainsi que des participations ne figurant pas dans le périmètre de consolidation et détenues dans le capital des établissements de crédit et assimilés au Maroc et à l'étranger et des entités exerçant les opérations connexes à l'activité bancaire au Maroc et à l'étranger ainsi que des filtres prudentiels.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés essentiellement de dettes subordonnées dont l'échéance initiale est d'au moins 5 ans. Une décote de 20% annuellement est appliquée aux dettes subordonnées de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

5.2 Ratio de Solvabilité

Au 30 juin 2026, les ratios du Groupe se présentant comme suit :

Évolution Ratio de solvabilité

(en milliers de dirhams)

	30/06/2026	31/12/2025
Fonds propres de catégorie 1	6 925 784	6 878 991
Total fonds propres	8 452 757	8 397 817
Risques pondérés	61 714 391	56 554 842
Ratio sur fonds propres de base (T1)	11,22%	12,16%
Ratio de solvabilité	13,70%	14,85%

5.3 Exigence en fonds propres et actifs pondérés du groupe Crédit du Maroc

Les risques pondérés sont calculés en approche standard pour les risques de crédit, de contrepartie et les risques du marché et en méthode d'indicateurs de base pour les risques opérationnels.

	Pilier I	
	Risque couvert	Méthode d'évaluation et de gestion
Risque de crédit	x	Méthode standard
Risque de marché	x	Méthode standard
Risque opérationnel	x	BIA (Basic Indicator Approach)

Détail et variation des RWA

(en milliers de dirhams)

	déc-25		juin-26		Variation	
	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres
Risque de crédit	48 451 295	3 876 104	53 370 502	4 269 640	4 919 207	393 537
Dont Souverain	70 367	5 629	-	-	-70 367	-5 629
Dont Établissements	2 232 812	178 625	1 802 743	144 219	-430 068	-34 405
Dont Entreprises	33 501 473	2 680 118	37 872 570	3 029 806	4 371 097	349 688
Dont Clientèle de détail	10 526 208	842 097	11 118 626	889 490	592 418	47 393
Risque de Marché	1 979 074	158 326	1 909 827	152 786	-69 247	-5 540
Risque Opérationnel	6 124 473	489 958	6 434 063	514 725	309 590	24 767
Total	56 554 842	4 524 387	61 714 391	4 937 151	5 159 550	412 764

1. Risque de crédit

Le montant du risque de crédit pondéré est calculé en multipliant les éléments d'actifs et du hors bilan par les coefficients de pondération prévus par la réglementation. Le risque de crédit dépend essentiellement de la nature de l'engagement et de la contrepartie.

Le risque pondéré est calculé à partir de l'exposition nette atténuée par les garanties ou les suretés et pondérée par le taux de pondération.

Les engagements hors bilan sont également pondérés par le facteur de conversion risque crédit.

2. Risque de marché

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes liés aux variations des prix de marché. Ils recouvrent :

- les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- le risque de change et le risque sur produits de base encourus pour l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Le risque de marché est composé du :

• Risque de taux d'intérêt

Le calcul du risque de taux d'intérêt concerne les produits de taux faisant partie du portefeuille trading. Celui-ci est la somme du risque général de taux et risque spécifique de taux.

Le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de taux d'intérêt général se fait selon la méthode de l'échéancier. Le risque spécifique est calculé à partir de la position nette, sa pondération dépend de la nature de l'émetteur du titre et de la maturité.

• Risque sur titres de propriété

Le calcul du risque sur les titres de propriété concerne : les positions sur actions, options sur actions, futures sur actions, options sur index, autres dérivés avec comme sous-jacent une action ou un index. Celui-ci est la somme du risque général sur titre de propriété et du risque spécifique sur titre de propriété.

L'exigence en fonds propres au titre du risque général sur titres de propriétés représente 8% de la position nette globale.

Le risque spécifique est calculé sur la position globale en appliquant les pondérations listées par le régulateur suivant la nature de l'actif.

• Risque de change

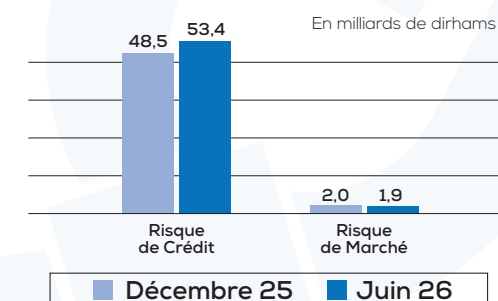
L'exigence en Fonds propres au titre du risque de change est calculée lorsque la position nette globale dépasse 2% des capitaux de base. La position nette globale correspond à la position la plus forte entre la somme des positions courtes et celle des positions longues pour la même devise.

Détail Risque de marché

(en milliers de dirhams)

Exigences en fonds propres	31/12/2025	30/06/2026
Risque de taux	139 634	116 329
Risque spécifique de taux	-	-
Risque général de taux	139 634	116 329
Risque de change	18 692	36 457
Total	158 326	152 786

Évolution des risques pondérés du Crédit du Maroc



3. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est calculé à l'aide des PNB annuels des trois derniers exercices en utilisant la méthode des indicateurs de base.

L'exigence en fonds propres est 15% x la moyenne du PNB des trois derniers exercices.

5.4 ICAAP (Internal Capital Adequacy Process)

Le processus d'évaluation et d'adéquation du capital interne est un processus qui vise, d'une part à assurer en permanence un équilibre entre les fonds propres de la banque et l'ensemble des risques encourus, et anticiper tout déséquilibre pouvant nuire à sa viabilité financière et la continuité de son activité et d'autre part, à mettre en œuvre les solutions de rétablissement appropriées.

C'est un processus qui apporte une contribution substantielle à l'évaluation :

- Du modèle d'activité de la banque
- De la gouvernance interne et la gestion globale des risques
- Des risques majeurs – appétence aux risques
- Des exigences en capital réglementaire et interne
- Du pilotage des fonds propres prudentiels (pilier 1 et 2)

La démarche ICAAP est un processus en enrichissement continu, qui évolue à la demande des dirigeants, pour prendre en compte les évolutions réglementaires (Directive 3/W/2021 et exigences croissantes de BAM) et intégrer les meilleures pratiques internationales.

Le cadre général d'appétence aux risques présente l'ICAAP comme l'un de ses dispositifs opérationnels clés.

Pour l'exercice ICAAP 2021, ce cadre a été respecté et enrichi. Ainsi, le Conseil de Surveillance a été régulièrement informé des évolutions significatives de l'ICAAP, les comptes rendus du Comité des risques lui ont été régulièrement faits. Les dernières évolutions de l'ICAAP ont été inscrites à l'ordre du jour de la réunion du Directoire.

L'appropriation du dispositif s'est enfin renforcée via :

- Une formation ICAAP dispensée aux membres du Directoire ainsi qu'aux membres du Conseil de Surveillance en 2021 ;
- Une prise en charge renforcée par la Direction Financière, qui assure la centralisation du dispositif ICAAP, et qui a réalisé, sur l'exercice écoulé, d'importants travaux d'amélioration et de renforcement du dispositif (Cf. Evolutions majeures intégrées dans le dispositif ICAAP 2021) ;
- Un appui technique d'un cabinet externe dans une perspective d'amélioration continue du dispositif ICAAP et afin d'intégrer les meilleures pratiques internationales.
- Les éléments clés de l'ICAAP sont intégrés aux états de reporting adressés aux instances dirigeantes, ainsi qu'au Conseil Surveillance, et enrichis d'une dimension prospective régulièrement actualisée.

COÛT DU RISQUE (2.1)

(En milliers de DH)		
CONSOLIDÉ	30/06/2026	30/06/2025
Dépréciations sur actifs sains (Bucket 1 et Bucket 2)	174 494	-78 836
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	13 141	-12 826
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	4 485	-422
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	7 887	-9 223
Engagements par signature	768	-3 181
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	161 353	-66 010
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	150 165	-63 359
Engagements par signature	11 188	-2 651
Dépréciations sur actifs dépréciés (Bucket 3)	-	-
Bucket 3 : Actifs dépréciés	-157 970	7 193
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-159 182	1 897
Engagements par signature	1 211	5 296
Autres actifs	-12 976	-30 495
Risques et charges	-28 084	-7 119
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-24 536	-109 257
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-13 083	-38 405
Récupérations sur prêts et créances comptabilisés au coût amorti	9 612	17 799
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-	-
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-	-
Autres produits	-	-
Coût du risque de crédit	-28 007	-129 863

PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS (2.3)

(En milliers de DH)						
LIBELLE	30/06/2026			30/06/2025		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Sur opérations internes	-	-	-	-	-	-
Sur opérations avec la clientèle	31 146	-	31 146	34 920	-	34 920
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	3 501	2 058	1 443	3 357	1 362	1 995
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	286 529	84 841	201 688	228 291	31 609	196 682
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	27 344	2 212	25 132	24 745	812	23 932
Produits nets des commissions	348 520	89 110	259 409	291 313	33 784	257 529

GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS (2.4)

(En milliers de DH)		
	30/06/2026	30/06/2025
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	2 836	10 552
Plus values de cession	4 092	15 998
Moins value de cession	-1 256	-5 446
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus values de cession	-	-
Moins value de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	2 836	10 552

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (2.5)

(En milliers de DH)		
	30/06/2026	30/06/2025
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	45 468	103 012
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	2 208	7 317
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	178 773	152 486
Résultat de la comptabilité de couverture	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	226 450	262 815

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (2.6)

(En milliers de DH)		
	30/06/2026	30/06/2025
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
Dont dividendes sur instruments décomptabilisés au cours de la période	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-

PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS (2.2)

(En milliers de DH)		
	30/06/2026	30/06/2025
Sur les actifs financiers au coût amorti	1 707 852	1 581 181
Opérations avec les établissements de crédit	116 160	105 144
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Opérations avec la clientèle	1 480 262	1 395 312
Opérations de location-financement	111 430	80 725
Titres de dettes	-	-
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	71 669	26 309
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	71 669	26 309
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	9 630	6 703
Produits d'intérêts	1 789 151	1 614 194
Sur les passifs financiers au coût amorti	222 631	233 908
Opérations avec les établissements de crédit	56 745	28 029
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Opérations avec la clientèle	165 885	205 880
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	88 288	72 896
Charges d'intérêts	310 918	306 804

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (3.1)

(En milliers de DH)		
	30/06/2026	31/12/2025
Comptes ordinaires créditeurs	535 148	284 070
Emprunts de trésorerie au jour le jour	-	-
Emprunts de trésorerie à terme	3 024 103	2 722 425
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Valeurs données en pension à terme	1 291 785	3 045 223
Emprunts financiers	388 169	394 914
Autres	169 610	69 461
Valeur au bilan	5 408 814	6 516 092

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE (3.1)

(En milliers de DH)		
	30/06/2026	31/12/2025
Comptes ordinaires créditeurs	47 104 647	44 495 360
Comptes à terme	5 348 232	5 080 760
Comptes d'épargne	10 092 065	10 096 351
Autres comptes créditeurs	1 357 669	1 555 991
Valeur au bilan	63 902 613	61 228 461

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE (3.1)

(En milliers de DH)		
	30/06/2026	31/12/2025
Bons de caisse	-	-
Certificats de dépôt	3 142 978	2 120 354
Titres de créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	3 142 978	2 120 354

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)		
	30/06/2026	31/12/2025
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6 691 050	3 892 685
Prêts et créances sur la clientèle	64 276 464	62 862 585
Titres de dettes	5 266 675	2 135 033
Valeur au bilan	76 234 190	68 890 304

TITRES AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)		
	30/06/2026	31/12/2025
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 266 675	2 135 033
Total	5 266 675	2 135 033
Dépréciations	-	-
Valeur au bilan	5 266 675	2 135 033

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Etablissements de crédit	-	-
Comptes et prêts	4 896 818	3 596 082
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	4 896 818	3 596 082
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	-	-
Valeurs reçues en pension	1 500 076	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	299 218	301 096
Valeur brute	6 696 112	3 897 179
Dépréciations	-5 062	-4 494
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	6 691 050	3 892 685
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Comptes ordinaires	-	-
Comptes et avances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total prêts et créances internes au Crédit du Maroc	-	-
Valeur au bilan	6 691 050	3 892 685

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Opérations avec la clientèle	-	-
Créances commerciales	12 358 574	12 511 498
Autres concours à la clientèle	47 652 328	44 603 404
Valeurs reçues en pension	-	2 886 533
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	4 088 346	3 091 267
Valeur brute	64 099 247	63 092 702
Dépréciations	-3 800 128	-3 810 405
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	60 299 119	59 282 296
Opérations de location-financement	-	-
Location-financement immobilier	841 176	822 362
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	3 307 736	2 916 234
Valeur brute	4 148 911	3 738 596
Dépréciations	-171 566	-158 307
Valeur nette des opérations de location-financement	3 977 346	3 580 289
Valeur au bilan	64 276 464	62 862 585

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKETS SOUS IFRS 9 (3.2)

(En milliers de DH)

30/06/2026	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	173 819	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	173 819	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	69 214 507	6 391 239	4 605 201	207 827	468 107	3 300 822
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	6 471 078	225 034	-	4 944	118	-
Prêts et créances sur la clientèle	57 476 753	6 166 205	4 605 201	202 883	467 989	3 300 822
Titres de dettes	5 266 675	-	-	-	-	-
Actifs financiers	69 388 325	6 391 239	4 605 201	207 827	468 107	3 300 822
Engagements Hors bilan	4 501 175	221 613	184 740	17 488	46 907	163 895

31/12/2025	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 414 719	-	-	4 485	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	2 414 719	-	-	4 485	-	-
Actifs financiers au coût amorti	63 507 724	4 921 379	4 434 406	211 887	621 686	3 139 634
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	3 672 145	225 034	-	4 481	13	-
Prêts et créances sur la clientèle	57 700 546	4 696 345	4 434 406	207 406	621 672	3 139 634
Titres de dettes	2 135 033	-	-	-	-	-
Actifs financiers	65 922 444	4 921 379	4 434 406	216 372	621 686	3 139 634
Engagements Hors bilan	4 779 949	255 756	175 765	17 748	38 519	165 106

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (3.3)

(En milliers de DH)

	30/06/2026			31/12/2025		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	173 819	20 355	-	2 410 234	-	-9 862
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	-	-
Total	173 819	20 355	-	2 410 234	-	-9 862

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (3.3)

(En milliers de DH)

30/06/2026	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	47 421	12 720	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	126 398	-	-
Total des titres de dettes	173 819	12 720	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	173 819	12 720	-
Impôts	-	-5 088	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)	-	7 632	-
31/12/2025	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	2 338 396	14 396	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	71 838	-	-
Total des titres de dettes	2 410 234	14 396	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 410 234	14 396	-
Impôts	-	-5 650	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)	-	8 745	-

COMPTES DE RÉGULARISATION, AUTRES ACTIFS ET PASSIFS (3.4)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 741	2 062
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	97 216	218 511
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	84 142	24 262
Autres débiteurs et actifs divers	942 125	670 171
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	1 126 223	915 006
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	218 388	15 024
Comptes d'encaissement	-	-
charges à payer et produits constatés d'avance	472 077	536 363
Autres créditeurs et passifs divers	2 718 949	2 034 943
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	3 409 413	2 586 330

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Actions et autres titres à revenu variable	200 270	211 097
Titres de participation non consolidés	41 195	38 567
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	241 465	249 664

ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Instruments de capitaux propres	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de dettes	4 383 442	5 703 536
Effets publics et valeurs assimilées	4 383 442	5 703 536
Obligations et autres titres à revenu fixe OPCVM	-	-
Prêts et créances	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Instruments dérivés	15 249	30 630
Valeur au bilan	4 398 690	5 734 166

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 398 690	5 734 166
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	241 465	249 664
Instruments de capitaux propres	241 465	249 664
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	4 640 155	5 983 830
Dont Titres prêtés	-	-

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2026		31/12/2025	
	Valeur comptable totale (de toutes les immo incorporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo incorporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	-	-	-	-
Reprises de pertes de valeur en résultat	-	-	-	-
Solde de clôture	2 095 659	2 816 582	1 960 524	2 790 054
Cumul des dépréciations	-	-	-	-
Cumul des amortissements	1 036 906	1 357 321	938 117	1 308 462
Actifs détenus dans le cadre d'un contrat de location-financement	-	-	-	-
Actifs loués en location-simple	-	-	-	-

PROVISIONS PASSIF (3.7)

(En milliers de DH)

	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties (Les EPS)	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde de clôture au 31.12.2025	105 951	92 748	221 501	-	160 139	580 339
Dotations	10 558	618	-	-	19 005	30 181
Montants utilisés	7 511	-	-	-	9 784	17 295
Montants non utilisés repris au cours de la période	734	2 185	13 168	-	2 016	18 102
Autres mouvements	-	-382	-	-	-	-382
Solde de clôture au 30.06.2026	108 264	90 799	208 334	-	167 344	574 741

IMPÔTS EXIGIBLES ET DIFFÉRÉS (3.8)

(En milliers de DH)

Impôts courants et impôts différés	30/06/2026	31/12/2025
Impôts courants	25 463	970
Impôts différés	87 427	176 010
Actifs d'impôts courants et différés	112 890	176 979
Impôts courants	113 799	193 716
Impôts différés	1 522	1 282
Passifs d'impôts courants et différés	115 321	194 998
Charge d'impôts courants	427 950	707 555
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	76 602	-27 285
Charges nette de l'impôt sur les bénéfices	504 552	680 270

Le taux effectif d'impôt	30/06/2026	31/12/2025
Résultat net	531 692	863 551
Charges d'impôt sur les bénéfices	504 552	680 270
Taux d'impôt effectif moyen en %	48,69%	44,06%

Analyse du taux effectif d'impôt	30/06/2026	31/12/2025
Taux d'impôt en vigueur en %	40,00%	40,00%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	-	-
Imposition forfaitaire	-	-
Différences permanentes	-	-
Changement de taux	-	-
Déficit reportable	-	-
Autres éléments	8,69%	4,06%
Taux d'impôt effectif moyen	48,69%	44,06%

CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	31/12/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	30/06/2026
Immobilier				
Valeur brute	146 394	8 826	-	155 220
Amortissements et dépréciations	-61 604	-6 925	-	-68 530
Total Immobilier	84 790	1 900	-	86 691
Mobilier				
Valeur brute	21 859	2 731	-	24 590
Amortissements et dépréciations	-16 468	-2 127	-	-18 594
Total Mobilier	5 391	604	-	5 996
Total Droits d'utilisation	90 181	2 505	-	92 686

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Immobilisations corporelles	1 459 261	1 481 592
dont : Droits d'utilisation des contrats de location	92 686	90 181

PASSIFS AU TITRE DE LA DETTE LOCATIVE (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Comptes de régularisation et autres passifs	3 409 413	2 586 330
dont : Dettes locatives	96 381	93 608

DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Intérêts et charges assimilées	-310 918	-618 431
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives	-1 663	-2 873
Charges générales d'exploitation	-696 290	-1 359 551
dont : Charges relatives aux contrats de location court terme et de faible valeur	57	-10 596
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-156 457	-292 928
dont : Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-9 721	-17 030

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	54 556	39 529
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	54 556	39 529

PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	54 556	39 529
Valeur au bilan	54 556	39 529

TRANSFERT PAR BUCKETS DES ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES CLIENTÈLE

(En milliers de DH)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de Valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a)-(b)
	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2025	57 700 546	-207 406	4 696 345	-621 672	4 434 406	-3 139 634	66 831 298	-3 968 712	62 862 585
Transfert d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-2 585 294	-61 070	2 577 956	-139 060	7 338	-209 911	-	-410 041	
Transfert de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-2 208 719	9 499	2 208 719	-66 644			-	-57 145	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	-313 012	-71 107	313 012	6 150			-	-64 957	
Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-69 590	565	-209 593	33 322	279 183	-346 089	-	-312 201	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	6 027	-28	265 818	-111 888	-271 845	136 177	-	24 261	
Total après transfert	55 115 252	-268 476	7 274 301	-760 732	4 441 745	-3 349 545	66 831 298	-4 378 753	62 452 545
Variation des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	2 361 501	65 593	-1 108 096	292 743	163 456	48 723	1 416 861	407 059	
Nouvelles production : achat, octroi, organisation...	14 432 607	-41 098	874 304	-81 001			15 306 911	-122 099	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-11 860 833	24 950	-949 588	237 433	-346 089	191 796	-13 156 510	454 179	
Passage à perte					-4 251	4 251	-4 251	4 251	
Modification de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-210 273	81 741	-1 032 811	136 311	513 796	-147 325	-716 294	70 727	
TOTAL	57 476 753	-202 883	6 166 205	-467 989	4 605 201	-3 300 822	68 248 159	-3 971 694	64 276 464
Variations de la Valeur comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	
Au 30 juin 2026	57 476 753	-202 883	6 166 205	-467 989	4 605 201	-3 300 822	68 248 159	-3 971 694	64 276 464
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

Les contrats de Leasing sont classés en tant que contrats de location financement. La quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée au preneur locataire. Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à la

date à laquelle l'option peut être levée. En effet, la valeur résiduelle est de 1% du montant de financement pour le mobilier et de 10% pour l'immobilier. La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la vie économique de l'actif loué.

La valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève à la totalité de la juste valeur de l'actif loué. Dans le bilan, les actifs donnés en location sont comptabilisés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

(En milliers de DH)

Durée résiduelle	Pour le Bailleur			
	Investissement brut total	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Produits financiers non acquis	Correction de valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables
≤ 1 an	1 342 368	1 126 480	215 888	1 073 894
> 1 an ≤ 5 ans	2 602 504	2 314 482	288 021	2 082 003
> 5 ans	180 748	163 346	17 401	144 598
TOTAL	4 125 619	3 604 309	521 311	3 300 495

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

(En milliers de DH)

Montants à payer aux parties liées et montants à en recevoir	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Actifs : prêts et avances	250 000	183 081	-	641 510	-	1 074 591
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	243	-	-	-	243
Total des actifs	250 000	183 324	-	641 510	-	1 074 834
Passifs : dépôts et emprunts	-	4 029 450	-	105 159	-	4 134 610
Autres passifs financiers	-	83 562 878	-	-	-	83 562 878
Titres de dette	-	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	65 749	-	-	-	65 749
Autres passifs	-	64 998	-	-	-	64 998
Total des passifs	-	87 723 075	-	105 159	-	87 828 234
Garanties émises par le groupe	-	2 661 673	-	-	-	2 661 673
Garanties reçues par le groupe	-	-	-	-	-	-
Dépréciations des créances douteuses	-	-	-	-	-	-
Charges et produits générés par des transactions entre parties liées	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :	-	70 639	-	-	-	70 639
Charges d'intérêts	-	63 947	-	-	-	63 947
Honoraires et commissions	-	87	-	-	-	87
Autres charges	-	6 605	-	28 594	-	35 199
Total des produits dont :	1 610	73 186	-	1 061	-	75 857
Produits d'intérêts	1 526	1 862	-	481	-	3 869
Honoraires et commissions	84	-	-	580	-	664
Autres produits	-	108	-	-	-	108
Produits de dividendes	-	71 215	-	-	-	71 215

Les parties liées au Crédit du Maroc sont les filiales consolidées, la société mère Holmarcom ainsi que les entités contrôlées par le groupe Holmarcom. Conformément aux mécanismes financiers internes au Crédit du Maroc, les opérations conclues entre Crédit du Maroc et ses filiales sont présentées au bilan et au compte de résultat en opérations internes au Crédit du Maroc (notes 2.2 "Produits et charges d'intérêts", 2.3 "Produits et charges de commissions" et 3.2 "Actifs financiers au coût amorti" et 3.4 « Comptes de régularisation Autres Actifs et Passifs »).

VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE

(En milliers de DH)

	30/06/2026					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	2 189	-	-	-	-	2 189
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	14 431	532 472	2 313 238	1 779 196	818	4 640 155
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	173 819	173 819
Actifs financiers au coût amorti	9 802 365	4 754 695	14 615 650	24 498 071	22 563 408	76 234 190
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers par échéance	9 818 984	5 287 167	16 928 889	26 277 268	22 738 045	81 050 353
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	54 556	-	-	-	-	54 556
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti	2 685 727	7 249 523	322 831	-	59 053 346	69 311 427
Dettes subordonnées	-	-	-	2 299 613	-	2 299 613
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance	2 740 283	7 249 523	322 831	2 299 613	59 053 346	71 665 596

	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	2 841 287	-	-	-	-	2 841 287
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	29 812	330 871	3 865 010	1 507 655	818	5 734 166
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	1 407 072	888 270	114 892	2 410 234
Actifs financiers au coût amorti	9 083 647	4 248 624	15 789 702	22 134 172	17 634 159	68 890 304
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers par échéance	11 954 746	4 579 495	21 061 784	24 530 097	17 749 869	79 875 991
Banques centrales	-	-	-	-	670	670
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	39 529	-	-	-	-	39 529
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti	2 552 918	8 329 796	589 731	-	56 272 107	67 744 553
Dettes subordonnées	-	-	2 258 313	-	-	2 258 313
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance	2 592 448	8 329 796	2 848 045	-	56 272 777	70 043 066

ENGAGEMENTS DE PRÊTS, GARANTIES FINANCIÈRES ET AUTRES ENGAGEMENTS AU 30/06/2026

(En milliers de DH)

	Montants notionnels
Engagements de prêt	7 001 594
Donnés :	7 001 594
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	1 683 738
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	5 235 595
Clientèle de détail	82 262
Reçus :	-
Garanties financières	6 844 833
Données :	4 035 351
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	41 536
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	3 979 912
Clientèle de détail	13 904
Reçues :	2 809 481
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	2 809 481
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	-
Clientèle de détail	-
Dérivés de crédit reçus	-
Autres engagements	-
Donnés	-
Reçus	-
Engagements et garanties financières en défaut	-
- Engagements de prêt donnés :	-
- Garanties financières données :	-
- Autres engagements donnés à une autre contrepartie :	-

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2026

Au 30 juin 2026, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS			
HOLMARCOM FINANCE COMPANY	5 941 968	54,61	54,61
ATLANTASANAD	1 199 015	11,02	11,02
WAFI ASSURANCE	1 168 523	10,74	10,74
AUTRES	2 571 708	23,63	23,63
Total	10 881 214	100,00	100,00

La valeur nominale des actions est de 100 DH. Ces actions sont entièrement libérées. À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement ou indirectement 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2025, le conseil de surveillance décide de proposer aux actionnaires un dividende brut par action de 48 DH.

	2025	2024	2023
Dividendes (en dirhams)			
Dividende par action	48,00	41,70	34,20
Résultat net par action (en dirhams)			
Résultat net part du groupe par action	79,44	68,09	46,23

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de Crédit du Maroc, filiale du Groupe Holmarcom S.A., est articulée autour des pôles d'activités suivants :

BANQUE MAROC ET INTERNATIONALE

comprenant Crédit du Maroc SA, Crédit du Maroc capital Bourse, Crédit du Maroc Patrimoine, Crédit du Maroc Pay, Nema Capital, Crédit du Maroc Assurance, Société Financière et Immobilière Marocaine et Crédit du Maroc Internationale ;

SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES

comprenant Crédit du Maroc Leasing et Factoring

Chacun de ces métiers enregistre les charges et produits, actifs et passifs qui lui sont rattachés après élimination des transactions intragroupe.

(En milliers de DH)

Compte de Résultat Juin 2026	Banque Maroc et internationale	Sociétés de financement spécialisées	Eliminations	Total
Marge d'intérêts	1 414 789	63 443	-	1 478 232
Marge sur commissions	261 280	-57	-1 813	259 409
Produit net bancaire	1 924 166	67 885	-78 296	1 913 755
Charges de fonctionnement	-689 020	-14 352	7 081	-696 290
Résultat d'exploitation	1 073 392	30 824	-71 215	1 033 000
Résultat net	592 207	10 700	-71 215	531 692
Résultat net part groupe	592 207	10 700	-71 215	531 692

(En milliers de DH)

Bilan Juin 2026	Banque Maroc et internationale	Sociétés de financement spécialisées	Eliminations	Total
Total Bilan	86 884 984	4 937 064	-4 821 211	87 000 837
dont	-	-	-	-
Éléments de l'Actif	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 032 513	-	-392 358	4 640 155
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	173 819	-	-	173 819
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	10 721 447	154 489	-4 184 886	6 691 050
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	59 961 553	4 358 875	-43 964	64 276 464
Immobilisations corporelles	1 584 603	3 207	-128 549	1 459 261
Éléments du Passif	-	-	-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	5 672 025	3 712 271	-3 975 483	5 408 814
Dettes envers la clientèle	64 015 762	141 460	-254 609	63 902 613
Capitaux propres	8 398 170	205 819	-511 201	8 092 788

AVANTAGES AU PERSONNEL

L'engagement actualisé est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles, des augmentations de salaires, de l'âge de départ en retraite, de la mortalité, de la rotation du personnel ainsi que des taux d'actualisation.

Les modifications d'hypothèses actuarielles, ou la différence entre ces hypothèses et la réalité, donnent lieu à des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi et qui sont comptabilisés en capitaux propres selon la méthode du SORIE, par contre, pour les avantages à long terme et les indemnités de fin de contrat de travail, ils continueront à être comptabilisés directement en résultat.

Le calcul est effectué par individu et la population est sélectionnée à la date de l'arrêté.

RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES :

Prime fin de carrière

- Prime servie aux collaborateurs au moment de leur départ en retraite ou en cas de décès.
- L'ancienneté minimum requise est de 20 ans
- Le montant de la prime est calculé en fonction du salaire au moment de la retraite et d'un coefficient déterminé par le nombre d'années d'ancienneté.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - du nombre d'années d'ancienneté,
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à la retraite et du taux d'actualisation.

Prime de Fidélité

- Prime servie aux collaborateurs à l'ancienneté de 15, 20, 25, 30, 35 et 45 ans.
- Le montant de la prime est déterminé à partir d'un barème et du salaire au moment de l'octroi.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - du nombre d'années d'ancienneté (barème),
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

Couverture Médicale

La CMIM, système de couverture médicale, est considérée comme un régime multi-employeurs à prestations définies. En l'absence d'informations suffisantes pour déterminer la part d'obligation qui revient au Crédit du Maroc, elle est traitée comptablement comme un régime à cotisations définies.

INDEMNITÉS DE FIN CONTRAT DE TRAVAIL

Indemnité de départ volontaire

- Régie par un protocole d'accord au niveau du GPBM, l'indemnité de départ volontaire permet aux salariés, et après accord du Directoire, de faire valoir leur droit à la retraite anticipée selon les critères d'éligibilité suivants :
 - à partir de 50 ans révolus pour les femmes
 - à partir de 55 ans révolus pour les hommes
 - avoir une ancienneté minimum de 21 ans de service

- Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du salaire au moment du départ et d'un barème basé sur l'âge du collaborateur.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - de l'âge au moment du départ (barème),
 - de la proportion des collaborateurs intéressés par le départ volontaire,
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Provisions pour prime de fin carrière	42 363	43 528
Provisions pour indemnité de départ volontaire	9 217	9 580
Provisions pour prime de fidélité	39 646	39 815
Total	91 226	92 923

	30/06/2026	31/12/2025
Taux d'actualisation	2,78%	2,48%

COMPTABILISATION ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe Crédit du Maroc a opté pour la comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux engagements sociaux postérieurs à l'emploi (prime de fin de carrière) en capitaux propres selon la méthode du SoRIE (Statement Of Recognised Income and Expenses).

Les avantages au personnel entrant dans les catégories IAS 19 des autres avantages long terme (Prime de fidélité) et des indemnités de fin de contrat de travail (Prime de départ volontaire) continueront à être comptabilisés en résultat.

L'impact des écarts actuariels sur engagements sociaux à fin Juin 2026 se présente comme suit :

(En milliers de DH)

	Brut	ID	Net
Impact Compte de Résultat			
Dotation Provision Engagements Sociaux	142	-57	85
Impact Capitaux Propres			
Gains et Pertes actuariels/avantages post emploi	34 909	-7 787	27 123

OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN DEVISES

(En milliers de DH)

	30/06/2026		31/12/2025	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EURO	1 740 955	1 740 955	1 318 467	1 318 467
USD	1 325 202	1 325 202	1 223 410	1 223 410
GBP	99 045	99 045	17 192	17 192
JPY	78	78	62	62
Autres devises	64 549	64 549	48 818	48 818
TOTAL	3 229 830	3 229 830	2 607 950	2 607 950

ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(En milliers de DH)

	30/06/2026	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 398 690	-	4 398 690	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	4 384 259	-	4 384 259	-
Effets publics et valeurs assimilées	4 384 259	-	4 384 259	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	14 431	-	14 431	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	241 465	-	-	241 465
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	44 943	-	-	44 943
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	44 943	-	-	44 943
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	196 523	-	-	196 523
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	196 523	-	-	196 523
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	173 819	-	173 819	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	173 819	-	173 819	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	173 819	-	173 819	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	4 813 974	-	4 572 509	241 465
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-

(En milliers de DH)

	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 734 166	-	5 734 166	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	5 704 354	-	5 704 354	-
Effets publics et valeurs assimilées	5 704 354	-	5 704 354	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	29 812	-	29 812	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	249 664	-	-	249 664
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	42 314	-	-	42 314
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	42 314	-	-	42 314
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	207 350	-	-	207 350
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	202 989	-	-	202 989
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 410 234	-	2 410 234	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	2 410 234	-	2 410 234	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	2 410 234	-	2 410 234	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	8 394 064	-	8 144 400	249 664
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2026



7, Boulevard Driss Slaoui
Casablanca
Maroc



Shape the future
with confidence

Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour,
20050, Casablanca, Morocco

GROUPE CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2026

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc et ses filiales (Groupe Crédit du Maroc) comprenant le bilan et le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 8.092.788 dont un bénéfice net de KMAD 531.692.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire consolidée ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Du Maroc arrêtés au 30 juin 2026, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 27 juillet 2026

Les commissaires aux comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 66 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

ERNST & YOUNG

ERNST & YOUNG
37, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
CASABLANCA -
Tél : (05 22) 2 95 79 00 - Fax : (212-2) 2 39 02 26
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2026

BILAN AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

ACTIF	30/06/2026	31/12/2025
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 188 739	2 843 496
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	10 354 779	7 430 207
. À vue	2 949 280	1 471 811
. À terme	7 405 499	5 958 396
Créances sur la clientèle	59 675 671	59 169 704
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	20 994 308	19 933 198
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	16 250 790	14 281 390
. Crédits et financements participatifs immobiliers	21 225 456	20 804 548
. Autres crédits et financements participatifs	1 205 117	4 150 568
Créances acquises par affacturage	373 397	410 289
Titres de transaction et de placement	4 564 603	8 190 968
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 383 391	8 011 667
. Autres titres de créance	66 072	64 161
. Titres de propriété	115 140	115 140
Autres actifs	610 009	524 597
Titres d'investissement	5 235 596	2 118 466
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 235 596	2 118 466
. Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	413 935	411 306
. Participations dans les entreprises liées	365 325	365 325
. Autres titres de participation et emplois assimilés	48 610	45 981
. Titres de Moudaraba et Mouchraka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	983 413	1 004 110
Immobilisations corporelles	1 028 541	1 058 057
Total de l'Actif	85 428 683	83 161 200

HORS BILAN	30/06/2026	31/12/2025
ENGAGEMENTS DONNÉS	14 860 219	14 323 987
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 293 201	4 933 179
Engagements de garantie d'ordre d'établis. de crédit et assimilés	1 713 949	1 834 925
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	7 853 069	7 555 883
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	4 113 282	3 907 727
Engagements de financement reçus d'établis. de crédit et assimilés	1 248 795	1 235 415
Engagements de garantie reçus d'établis. de crédit et assimilés	2 864 487	2 672 312
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2026

(En milliers de DH)

LIBELLÉ	30/06/2026	30/06/2025
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 318 257	2 134 961
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements	178 715	145 564
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 440 926	1 354 442
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	71 669	26 309
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	64 995	58 557
Produits sur titres de Moudaraba et moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	228 464	222 004
Autres produits bancaires	333 475	328 083
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	12	2
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	539 468	490 980
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements	77 503	53 735
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	176 487	214 681
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	70 414	59 693
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	212 325	162 005
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	2 738	865
PRODUIT NET BANCAIRE	1 778 788	1 643 981
Produits d'exploitation non bancaire	30 261	38 222
Charges d'exploitation non bancaire	-	-
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	860 003	808 018
Charges de personnel	435 410	415 924
Impôts et taxes	22 388	21 184
Charges externes	248 910	235 855
Autres charges générales d'exploitation	3 263	2 738
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	150 032	132 318
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	328 679	388 266
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	285 021	296 250
Pertes sur créances irrécouvrables	4 259	31 473
Autres dotations aux provisions	39 399	60 543
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	336 774	307 391
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	184 410	279 143
Récupérations sur créances amorties	9 612	17 799
Autres reprises de provisions	142 751	10 448
RÉSULTAT COURANT	957 141	793 310
Produits non courants	91	341
Charges non courantes	103 358	71 514
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	853 874	722 137
Impôts sur les résultats	300 859	300 399
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	553 016	421 737

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2026	31/12/2025
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	670
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 211 162	6 384 060
. À vue	563 957	222 898
. À terme	4 647 205	6 161 162
Dépôts de la clientèle	63 437 584	61 050 939
. Comptes à vue créditeurs	46 869 690	44 387 396
. Comptes d'épargne	10 092 065	10 096 351
. Dépôts à terme	5 488 474	5 221 755
. Autres comptes créditeurs	983 850	1 332 228
. Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	3 505	13 210
Titres de créance émis	3 142 978	2 120 354
. Titres de créance négociables	-	-
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	2 421 752	2 289 342
Provisions pour risques et charges	1 088 162	1 197 116
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	3 356 358	3 428 843
Dépôts d'investissement reçus	212 957	162 863
Écarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	2 625 959	2 625 959
Capital	1 088 121	1 088 121
Actionnaires, Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	2 290 635	2 008 482
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	553 016	804 451
Total du Passif	85 428 683	83 161 200

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

I- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	30/06/2026	30/06/2025
+ Intérêts et produits assimilés	1 645 490	1 486 512
- Intérêts et charges assimilées	324 404	328 109
MARGE D'INTÉRÊT	1 321 085	1 158 403
+ Produits sur financements participatifs	45 820	39 803
- Charges sur financements participatifs	-	-
Marge sur financements participatifs	45 820	39 803
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	231 965	225 212
- Commissions servies	42 530	33 384
Marge sur commissions	189 435	191 828
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	45 468	103 012
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-	-2 449
+ Résultat des opérations de change	175 748	155 612
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	221 216	256 175
+ Divers autres produits bancaires	64 995	58 557
- Diverses autres charges bancaires	61 036	59 922
± Part des titulaires de comptes de dépôts d'investissement	-2 726	-864
PRODUIT NET BANCAIRE	1 778 788	1 643 981
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	5 572	2 735
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	30 261	38 222
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	860 003	808 018
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	954 619	876 920
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-95 258	-30 780
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	97 780	-52 830
RÉSULTAT COURANT	957 141	793 310
RÉSULTAT NON COURANT	-103 267	-71 173
- Impôts sur les résultats	300 859	300 399
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	553 016	421 737

II- CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2026	30/06/2025
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	553 016	421 737
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	150 032	132 318
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	114
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	10 078	41 467
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	120 592	3 436
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 092	15 998
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	588 441	576 202
- Bénéfices distribués	-	-
AUTOFINANCEMENT	588 441	576 202

ÉTAT DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

	Montants au 31/12/2025		Montants au 30/06/2026	
	Créances	Provisions	Créances	Provisions
Créances pré-douteuses	205 901	33 794	221 146	35 978
Créances douteuses	622 107	446 085	567 724	449 910
Créances compromises	3 392 267	2 549 648	3 541 615	2 673 511
TOTAL	4 220 274	3 029 528	4 330 484	3 159 398

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

	30/06/2026	31/12/2025
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 181 776	4 174 740
Récupérations sur créances amorties	9 612	31 742
Produits d'exploitation non bancaire perçus	31 833	54 279
Charges d'exploitation bancaire versées	-470 226	-891 209
Charges d'exploitation non bancaire versées	-103 358	-89 462
Charges générales d'exploitation versées	-709 971	-1 378 172
Impôts sur les résultats versés	-300 859	-545 722
I - Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	638 808	1 356 196
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-2 924 572	396 439
Créances sur la clientèle	-585 120	-5 356 516
Titres de transaction et de placement	509 235	-4 140 570
Autres actifs	-133 457	-182 576
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-1 172 898	4 898 884
Dépôts de la clientèle	2 396 349	4 188 923
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-9 704	-2 326
Titres de créance émis	1 022 624	-1 060 126
Autres passifs	180 455	261 684
II - Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-717 088	-996 183
III - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	-78 280	360 013
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	4 092	16 686
Acquisition d'immobilisations financières	-2 628	-40 561
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-99 819	-359 036
Intérêts perçus	71 485	33 992
Dividendes perçus	64 995	61 508
IV - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	38 124	-287 411
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-136 116	1 000 000
Dépôts d'investissement reçus	50 094	98 835
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-2 872	-107 963
Rémunérations versées sur dépôts d'investissement	-2 738	-2 382
Dividendes versés	-522 298	-453 747
V - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-613 932	534 743
VI - VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III + IV + V)	-654 087	607 345
VII - TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 842 826	2 235 481
VIII - TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 188 739	2 842 826

ÉTAT A1 - PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 30 JUIN 2026

INDICATION DES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ÉTAT A2 - ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 30 JUIN 2026

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		N É A N T
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		N É A N T
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		N É A N T

ÉTAT A3 - ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 30 JUIN 2026

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		N É A N T
II. Changements affectant les règles de présentation		N É A N T

CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

Premier semestre 2026	Deuxième semestre 2025	Premier semestre 2025
2 318 257	2 135 278	2 134 961

ÉTAT B2 - CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	1 428 155	330 225	14 053 358	325 558	16 137 295	15 356 996
Comptes à vue débiteurs	16 139	330 225	3 468 782	80 469	3 895 615	2 997 213
Créances commerciales sur le Maroc	182 016	-	1 154 616	-	1 336 632	1 890 435
Crédits à l'exportation	-	-	89 731	-	89 731	95 060
Autres crédits de trésorerie	1 230 000	-	9 340 229	245 089	10 815 318	10 374 289
Crédits à la consommation	-	-	-	4 661 521	4 661 521	4 407 237
Crédits à l'équipement	3 783 804	75 791	10 989 469	1 221 236	16 070 300	14 148 322
Crédits immobiliers	-	-	3 131 915	18 042 129	21 174 044	20 751 349
Autres crédits	-	-	34 031	-	34 031	2 959 641
Créances acquises par affectation	373 397	-	-	-	373 397	410 289
Intérêts courus à recevoir	-	71 109	356 284	-	427 393	355 413
Créances en souffrance	-	-	456 654	714 432	1 171 086	1 190 746
Créances pré-douteuses	-	-	4 008	181 160	185 168	172 106
Créances douteuses	-	-	35 600	82 214	117 814	176 021
Créances compromises	-	-	417 046	451 058	868 104	842 618
TOTAL	5 585 356	477 125	29 021 711	24 964 876	60 049 068	59 579 993

ÉTAT B1 - CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
Comptes ordinaires débiteurs	782 135	9 291	432 763	2 430 657	3 654 846	3 139 410
Valeurs reçues en pension	-	1 500 076	-	-	1 500 076	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	1 500 076	-	-	1 500 076	-
Prêts de trésorerie	-	-	744 892	-	744 892	1 024 156
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	744 892	-	744 892	1 024 156
Prêts financiers	-	-	5 144 213	-	5 144 213	4 916 197
Autres créances	-	-	74 186	-	74 186	76 062
Intérêts courus à recevoir	-	483	18 219	-	18 701	19 255
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-
TOTAL	782 135	1 509 850	6 414 273	2 430 657	11 136 915	9 175 080

ÉTAT B3 - VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TITRES NON COTÉS	66 072	9 618 987	115 074	67	9 800 199	10 309 433
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	9 618 987	-	-	9 618 987	10 130 133
Obligations	65 335	-	-	-	65 335	63 443
Autres titres de créance	737	-	-	-	737	717
Titres de propriété	-	-	115 074	67	115 140	115 139
TOTAL	66 072	9 618 987	115 074	67	9 800 199	10 309 433

ÉTAT B5 - DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

Actif	30/06/2026	31/12/2025
Instruments optionnels achetés		
Opérations diverses sur titres	48 690	217 487
Débiteurs divers	89 203	78 884
sommes dues par l'état	27 549	24 023
sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
sommes diverses dues par le personnel	1 927	613
comptes clients de prestations non bancaires	-	-
divers autres débiteurs	59 728	54 248
Valeurs et emplois divers	82 844	3 590
Comptes de régularisation	389 271	224 636
comptes d'ajustement des opérations de hors bilan		
comptes d'écarts sur devises et titres	-	1
résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
charges à répartir sur plusieurs exercices	18 493	27 802
comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	8 153	2 964
Produits à recevoir	94 978	41 029
Charges constatées d'avances	64 650	15 985
Autres comptes de régularisation	202 997	136 856
Créances en souffrance sur opérations diverses		
TOTAL	610 009	524 597

ÉTAT B10 - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	7 502	14 029	371 953	393 484	156 280
Valeurs données en pension	1 291 301	-	-	-	1 291 301	3 043 221
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- À terme	1 291 301	-	-	-	1 291 301	3 043 221
Emprunts de trésorerie	1 290 000	160 000	1 100 000	464 860	3 014 860	2 704 363
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- À terme	1 290 000	160 000	1 100 000	464 860	3 014 860	2 704 363
Emprunts financiers	-	-	-	330 226	330 226	394 681
Autres dettes	-	-	169 611	-	169 611	69 461
Intérêts courus à payer	-	11 680	0	-	11 680	16 724
TOTAL	2 581 301	179 182	1 283 640	1 167 039	5 211 162	6 384 729

ÉTAT B9 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Autres mouvements	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sortie	Cumul		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 919 408	154 721	77 675	1 996 454	915 295	97 746	-	1 013 041	-	983 412
- Droit au bail	17 429	-	-	17 429	-	-	-	-	-	17 429
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 901 979	154 721	77 675	1 979 028	915 295	97 746	-	1 013 041	-	965 984
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 664 736	35 113	18 883	2 680 967	1 606 705	52 278	-6 557	1 652 426	-	1 028 541
- Immeubles d'exploitation	1 233 529	1 725	11 819	1 223 435	521 184	14 740	-5 928	529 995	-	693 440
. Terrains d'exploitation	354 252	-	1 429	352 823	-	-	-	-	-	352 823
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	857 256	1 725	7 831	851 150	499 181	14 731	-3 370	510 541	-	340 609
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	22 021	-	2 558	19 463	22 003	9	-2 558	19 454	-	8
- Mobilier et matériel d'exploitation	677 973	12 384	1 817	688 540	538 872	22 542	-7	561 408	-	127 132
. Mobilier de bureau d'exploitation	112 451	2 266	7	114 710	95 366	3 509	-7	98 869	-	15 841
. Matériel de bureau d'exploitation	24 292	1 352	1 810	23 834	15 290	569	-	15 859	-	7 976
. Matériel de bureau Telecom	97 223	160	-	97 384	75 598	3 173	-	78 771	-	18 612
. Matériel Informatique	373 281	6 895	-	380 176	289 618	14 235	-	303 853	-	76 323
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	682	-	-	682	443	37	-	480	-	202
. Autres matériels d'exploitation	70 044	1 710	-	71 754	62 557	1 019	-	63 576	-	8 178
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	665 420	16 583	5 247	676 755	483 385	13 563	-622	496 326	-	180 429
- Immobilisations corporelles hors exploitation	87 814	4 422	-	92 236	63 264	1 432	-	64 696	-	27 540
. Terrains hors exploitation	2 152	-	-	2 152	-	-	-	-	-	2 152
. Immeubles hors exploitation	49 093	-	-	49 093	39 240	541	-	39 781	-	9 312
. Mobiliers et matériel hors exploitation	9 832	876	-	10 709	9 096	170	-	9 266	-	1 443
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	26 737	3 546	-	30 283	14 928	721	-	15 649	-	14 634
- Écart de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	4 584 144	189 834	96 557	4 677 420	2 522 000	150 024	-6 557	2 665 467	-	2 011 953

ÉTAT B11- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	1 117 080	199 589	14 082 730	31 473 797	46 873 195	44 400 605
Comptes d'épargne	-	-	3 198	10 046 268	10 049 466	10 046 417
Dépôts à terme	150 000	257 428	1 721 941	3 313 104	5 442 473	5 178 341
Autres comptes créditeurs	2 814	1 496	756 594	220 632	981 536	1 329 914
Intérêts courus à payer	-	-	-	90 914	90 914	95 662
TOTAL	1 269 894	458 513	16 564 463	45 144 715	63 437 584	61 050 939

ÉTAT B13 - DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2026	31/12/2025
Instruments optionnels vendus		
Opérations diverses sur titres	170 125	14 988
Créditeurs divers	1 029 911	1 012 788
Sommes dues à l'état	303 084	349 662
Sommes dues aux organismes de prévoyance	32 553	31 265
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	2 956	6 642
Fournisseurs de biens et services	4 441	5 896
Divers autres créditeurs	686 877	619 323
Comptes de régularisation	1 221 715	1 261 565
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	41 243	5 140
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succursales et agences au Maroc	3 730	665
Charges à payer	424 946	507 968
Produits constatés d'avance	740 215	715 787
Autres comptes de régularisation	11 582	32 004
Total	2 421 752	2 289 342

ÉTAT B12 - ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS DE CERTIFICATS DE DÉPÔT INSCRITS EN COMPTE AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

Nature des Titres	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement	Montant Global
Certificats de Dépôts	31/07/2025	31/07/2027	100,00	2,51%	INFINE	1 100 000,00
Certificats de Dépôts	29/08/2025	31/08/2026	100,00	2,45%	INFINE	500 000,00
Certificats de Dépôts	30/04/2026	29/04/2027	100,00	2,53%	INFINE	750 000,00
Certificats de Dépôts	30/04/2026	29/10/2027	100,00	2,61%	INFINE	750 000,00
Total						3 100 000,00

ÉTAT B14 - PROVISIONS AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

PROVISIONS	Encours 31/12/2025	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2026
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR :	2 983 109	285 021	178 808	269	3 089 590
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	2 940 150	285 021	173 236	269	3 052 204
Titres de placement et investissement	28 861	-	2 944	-	25 917
Titres de participation et emplois assimilés	14 098	-	2 628	-	11 469
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	1 197 117	39 399	148 353	-	1 088 163
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	89 266	-	11 174	-	78 092
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	827 870	10 078	115 020	-	722 928
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	89 840	-	2 115	-	87 725
Provisions pour autres risques et charges	190 140	29 321	20 044	-	199 417
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	4 180 226	324 420	327 161	269	4 177 753

ÉTAT B16 - DETTES SUBORDONNÉES AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaletur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaletur KDH)	Montant N-1 (en contrevaletur KDH)	Montant N (en contrevaletur KDH)	Montant N-1 (en contrevaletur KDH)
MAD	55 000	1	3,93%	10 ANS	INFINE	55 000	-	-	-	-
MAD	445 000	1	3,19%	10 ANS	INFINE	445 000	-	-	-	-
MAD	197 500	1	4,05%	10 ANS	INFINE	197 500	-	-	-	-
MAD	552 500	1	4,05%	10 ANS	INFINE	552 500	-	-	-	-
MAD	1 000 000	1	3,55%	10 ANS	INFINE	1 000 000	-	-	-	-
TOTAL	2 250 000					2 250 000				

(En milliers de DH)

Soucripteur	COV	Nbre Bons	Catégorie	Nominal	Nominal Global	Maturité	Taux en %	Date de Jouissance
WAFA ASSUR	18541	1	OB. PERPETUELLE	21 753	21 753	Indéterminée	4,583%	14/12/2020
DIVERS	9582	5000	OB. PERPETUELLE	100	500 000	Indéterminée	4,330%	20/07/2023
DIVERS	9639	5000	OB. PERPETUELLE	100	500 000	Indéterminée	4,380%	06/12/2024
TOTAL					1 021 753			

ÉTAT B22 - VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 609 084	735 585	1 179 770	3 005 428	875 633	7 405 500
Créances sur la clientèle	7 811 312	5 329 654	4 993 378	13 687 842	27 853 484	59 675 671
Titres de créance	-	115 934	391 231	5 905 121	3 387 913	9 800 199
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	9 420 396	6 181 173	6 564 379	22 598 391	32 117 030	76 881 369
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 102 475	2 635 785	65 657	682 575	160 713	4 647 206
Dettes envers la clientèle	1 341 320	1 237 149	2 587 557	322 449	-	5 488 475
Titres de créance émis	-	500 000	750 000	1 850 000	-	3 100 000
Emprunts subordonnés	-	-	500 000	750 000	2 021 753	3 271 753
TOTAL	2 443 795	4 372 934	3 903 214	3 605 024	2 182 466	16 507 433

ÉTATS DE SYNTHÈSE ARREDA AU 30 JUIN 2026

BILAN ARREDA AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

ACTIF	30/06/2026	31/12/2025
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	84 730	101 395
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 143	1 141
Créances sur la clientèle	2 905 241	2 736 734
Créances sur Mourabaha	2 865 860	2 695 061
Créances sur Salam	-	-
Créances sur autres financements participatifs	-	-
Autres créances sur la clientèle	39 381	41 673
Titres de transaction et de placement	-	-
dont certificat de Sukuk	-	-
Biens acquis dans le cadre de financements participatifs	30 697	50 787
Immobilisations données en Ijara	-	-
Titres d'investissement titres de participation et emplois divers	-	-
dont certificats de Sukuk	-	-
Dont titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Istithmar placés	-	-
Autres actifs	1 177	2 827
TOTAL DE L'ACTIF	3 022 987	2 892 883

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2026	31/12/2025
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 425 787	1 389 846
Dettes sur Mourabaha	-	-
Dettes sur Salam	-	-
Dettes sur autres financements participatifs	-	-
Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	1 425 787	1 389 846
Dépôts de la clientèle	284 063	235 216
Comptes à vue créditeurs	251 666	213 617
Autres comptes créditeurs	32 397	21 599
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	3 505	13 210
Dettes sur Mourabaha	3 505	13 210
Dettes sur Salam	-	-
Dettes sur autres financements participatifs	-	-
Autres passifs	834 864	817 831
Provisions pour risques et charges	3 888	3 888
Dépôts d'investissement et Wakala Istithmar reçus	212 957	162 863
Dotation en capital	240 000	240 000
Reports	-	-
Résultat de l'exercice	17 924	30 031
TOTAL DU PASSIF	3 022 987	2 892 883

TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA DU 01/01/2026 AU 30/06/2026

(En milliers de DH)

Biens	Montant brut au début de l'exercice	Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part reprise en compte de résultat	Quote-part constatée en rémunération réservée	Quote-part de marge abandonnée (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Encours des créances Mourabaha à la fin de l'exercice
Marges constatées d'avance - Mourabaha avec les établissements de crédit et assimilés							
Marges constatées d'avance - Mourabaha avec la clientèle	682 178	106 664	45 820	17 685	5 878	719 458	2 865 860
Mourabaha							
Mourabaha pour donneur d'ordre	682 178	106 664	45 820	17 685	5 878	719 458	2 865 860
TOTAL	682 178	106 664	45 820	17 685	5 878	719 458	2 865 860

(1) Par remboursement anticipé ou autres

TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DU 01/01/2026 AU 30/06/2026

(En milliers de DH)

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions ou transfert au cours de l'exercice	Montant des cessions au cours de l'exercice		Montant brut à la fin de l'exercice	Provisions					Montant net à la fin de l'exercice
			Exploitation bancaire	Exploitation non bancaire (1)		Montant des provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des reprises sur biens sortis	Montant des reprises sur biens en stock	Cumul à la fin de l'exercice	
Biens acquis - Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens acquis - Mourabaha pour donneur d'ordre	50 788	260 107	280 198	NA	30 697	NA	NA	NA	NA	NA	30 697
Biens mobiliers	2 985	45 667	47 008	NA	1 644	NA	NA	NA	NA	NA	1 644
Biens immobiliers	47 803	214 440	233 190	NA	29 053	NA	NA	NA	NA	NA	29 053
Biens acquis - Salam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens acquis - Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Biens cédés en dehors des contrats de finance participative dont les produits de cession sont constatés en hors exploitation bancaire dans le compte 7613

DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS AU 30/06/2026

(En milliers de DH)

Dépôts d'investissement	Encours 01/01/2026	Affectation des résultats	Dépôts collectés	Dépôts restitués	Autres variations	Encours 30/06/2026
Dépôts d'investissement reçus	161 460	-	127 712	79 018	-	210 154
Etablissement de crédit	-	-	-	-	-	-
Clientèle	161 460	-	127 712	79 018	-	210 154
Réserve de préqualification des profits						
Etablissement de crédit						
Clientèle						
Réserve pour risques d'investissements						
Etablissement de crédit						
Clientèle						
Rémunération distribuée aux titulaires de comptes	1 402	2 726	-	1 325	-	2 803
Etablissement de crédit	-	-	-	-	-	-
Clientèle	1 402	2 726	-	1 325	-	2 803
Résultats en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	162 862	2 726	127 712	80 343	-	212 957

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES ARREDA AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

	30/06/2026	30/06/2025
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	46 987	40 684
Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	45 820	39 803
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	1 155	881
Autres produits bancaires	-	-
Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Istithmar reçus	12	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 187	1 257
Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1	-
Charges sur opérations avec la clientèle	-	-
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	448	392
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	2 738	865
PRODUIT NET BANCAIRE	43 800	39 427
Produits d'exploitation non bancaire	-	-
Charges d'exploitation non bancaire	-	-
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	12 189	14 318
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	9 228	4 676
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	7 490	3 861
RÉSULTAT COURANT	29 873	24 293
PRODUITS NON COURANTS	-	-
CHARGES NON COURANTS	-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	29 873	24 293
Impôts sur les résultats	11 949	9 535
RÉSULTAT APRÈS IMPÔT	17 924	14 758

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS AU 30 JUIN 2026

(En milliers de DH)

DETTES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-	-	3 505	3 505	13 209
- Mourabaha (1)	-	-	-	3 505	3 505	13 209
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL				3 505	3 505	13 209

(1) principalement les avances sur Mourabaha

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2026



7, Boulevard Driss Slaoui
Casablanca
Maroc



Shape the future
with confidence

Ernst & Young
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour,
20050, Casablanca, Morocco

CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2026

En application des dispositions du Dahir n°1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc comprenant le bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection d'états de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2026. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 9.914.089 dont un bénéfice net de KMAD 553.016 relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque arrêtés au 30 juin 2026, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 27 juillet 2026

Les commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui, Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

ERNST & YOUNG


ERNST & YOUNG
37, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
CASABLANCA -
Tél : (212-21) 2 95 79 00 - Fax : (212-21) 2 39 02 26

Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé